



**PARLEMENT
DE LA RÉGION DE
BRUXELLES-CAPITALE**

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK
PARLEMENT**

—
Compte rendu intégral

—
Integraal verslag

—
**Séance plénière d'ouverture du
LUNDI 21 SEPTEMBRE 2015**

—
**Plenaire openingsvergadering van
MAANDAG 21 SEPTEMBER 2015**

(Séance du matin)

(Ochtendvergadering)

Le **Compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité du service des comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
tél 02 549 68 02
fax 02 549 62 12
e-mail criv@parlbru.irisnet.be

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
<http://www.parlbruparl.irisnet.be/>

Het **Integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie verslaggeving
tel 02 549 68 02
fax 02 549 62 12
e-mail criv@bruparl.irisnet.be

De verslagen kunnen geconsulteerd worden op
<http://www.parlbruparl.irisnet.be/>

DÉBAT SUR LE CHOIX DU SYSTÈME DE VOTE

M. le président.- L'ordre du jour appelle le débat sur le choix du système de vote.

Conformément à la décision du Bureau élargi du 14 septembre 2015, le temps de parole est limité à 10 minutes par groupe politique.

La parole est à M. De Wolf.

M. Vincent De Wolf (MR).- Avec mon groupe, je me demande, chers collègues, ce que nous faisons ici ce matin... C'est la rentrée du Parlement bruxellois, me direz-vous, mais pour notre groupe, elle fait bien pâle figure.

Depuis vingt-cinq ans, depuis la création de la Région bruxelloise, devant les élus des Bruxellois, il est une tradition qui n'a jamais été démentie. Une tradition démocratique et essentielle qui fonde et crédibilise notre Région : celle que le chef de l'exécutif, le chef de la majorité vienne, à chaque début de session, introduire nos travaux par une allocution de rentrée.

Loin d'être une simple formalité ou une habitude, il s'agit, pour notre ministre-président, de rendre compte de l'état de sa majorité et de la progression de l'accord de gouvernement, d'énumérer les projets pour l'année à venir.

Cette rentrée est un simulacre de démocratie, M. le président. Notre ministre-président est d'ailleurs absent, le jour de la rentrée parlementaire ! Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, il n'y aura pas de déclaration de rentrée. La démocratie est bafouée, alors que vous affirmez dans votre discours vouloir la renforcer.

L'opposition est muselée. On la fait taire et, ce faisant, ce sont les Bruxellois que vous faites taire ! Nous aurions voulu entendre le ministre-président

DEBAT OVER DE KEUZE VAN EEN STEMSYSTEEM

De voorzitter.- Aan de orde is het debat over de keuze van een stelsysteem.

Overeenkomstig de beslissing van het Bureau in uitgebreide samenstelling van 14 september 2015 wordt de spreektijd beperkt tot 10 minuten per politieke fractie.

De heer De Wolf heeft het woord.

De heer Vincent De Wolf (MR) *(in het Frans).*- *Mijn fractie vraagt zich af wat wij hier vandaag komen doen. De start van het nieuwe parlementaire jaar is niet echt spectaculair te noemen.*

Voor het eerst sinds de oprichting van het gewest wijkt de regering af van de democratische traditie volgens welke de minister-president bij de hervatting van onze werkzaamheden een beleidsverklaring aflegt.

Die verklaring is niet louter een formaliteit of een gewoonte. Ze biedt de minister-president de gelegenheid om stil te staan bij de uitvoering van het regeerakkoord en de projecten toe te lichten die voor het komende jaar op stapel staan.

Mijnheer de voorzitter, de opening van deze parlementaire zitting is een aanfluiting voor de democratie. De minister-president blinkt uit door afwezigheid en voor het eerst in vijftig jaar is er geen beleidsverklaring. De democratie wordt met voeten getreden, terwijl u in uw toespraak beweert die te willen versterken.

De oppositie, en bij uitbreiding de Brusselse bevolking, wordt de mond gesnoerd. Wij hadden graag de minister-president gehoord over de uitdagingen die het gewest te wachten staan, over de vooruitgang die is geboekt en over de nieuwe projecten, zoals de belastinghervorming, de strijd

sur les défis de la Région. Je suppose que M. Vanhengel lui transmettra notre intervention...

Nous aurions voulu, comme ses prédécesseurs, l'entendre sur ses avancées et ses projets : la réforme fiscale, que nous avons lue dans la presse, mais pas entendue devant ce parlement ; la lutte contre la fuite des classes moyennes ; le développement économique de notre Région ; la poursuite des actions régionales en termes de lutte contre le radicalisme ; la lutte contre la crise du logement social à Bruxelles ; l'allocation-loyer ; la poursuite de l'accueil des nouvelles compétences issues de la sixième réforme de l'État ; la pacification du secteur des taxis et de ses concurrents numériques ; enfin, dans le cadre des compétences régionales - elles sont nombreuses -, les leviers qui devront être activés dans le cadre de l'accueil des migrants qui, dans quelques semaines, seront nombreux à compter parmi les Bruxellois.

Il semble donc que le ministre-président et son gouvernement n'ont pu être prêts. Il est proposé au parlement de meubler, un peu comme on attend un reportage avec un interlude. Le parlement va meubler le temps que le gouvernement n'a pas pu consacrer à la rentrée parlementaire. Ce matin, on ressort donc du placard un débat maintes fois mené.

Ce débat est évidemment vital pour les Bruxellois. Tous les matins, quand ils se lèvent, ils se demandent si demain ils vont voter électroniquement ou sur papier. Ils ne pensent qu'à cela, les Bruxellois. Ils ne pensent pas au logement, ni à la sécurité, ni à la mobilité, ni aux migrants. Non, ils pensent au vote électronique. C'est pour ça qu'on fait une rentrée parlementaire aujourd'hui.

Monsieur le président, nous ne participerons pas à ce débat aujourd'hui. Je vous remets le compte rendu d'une intervention de 2013 de M. Pivin. Je vous demande de verser cette pièce au débat. Nous n'avons rien de plus à dire que ce qui a été dit en 2013. C'est dire l'actualité du débat d'aujourd'hui !

(<http://weblex.irisnet.be/data/crb/biq/2012-13/00102/images.pdf>)

Monsieur le président, fort de sa nouvelle autonomie régionale, le parlement bruxellois a par vote, voici plusieurs mois, avancé sa rentrée parlementaire. Il revenait évidemment au gouvernement et au ministre-président de faire le nécessaire pour être à ce rendez-vous. Il n'en est visiblement rien. Cette rentrée, chers collègues, est

tegen de stadsvlucht van de middenklasse, tegen de crisis in de sociale huisvesting en tegen de radicalisering, de huurtoelage, de economische ontwikkeling, de invulling van de nieuwe bevoegdheden, de pacificatie van de taxisector en de opvang van de vluchtelingen.

Wij hebben de indruk dat de minister-president en zijn ploeg nog niet klaar waren en het parlement is gevraagd om de tijd op te vullen. Vandaag is dus een oud dossier van onder het stof gehaald waarover al herhaaldelijk is gedebatteerd, alsof de Brusselaars zich enkel afvragen of ze morgen elektronisch of op papier zullen moeten stemmen en niet wakker liggen van huisvesting, veiligheid, mobiliteit of de vluchtelingenproblematiek!

Mijnheer de voorzitter, wij zullen niet aan het debat deelnemen. Ik zal u het verslag van een betoog van de heer Pivin uit 2013 overhandigen. Wij hebben niets nieuws toe te voegen.

(<http://weblex.irisnet.be/data/crb/biq/2012-13/00102/images.pdf>)

Met toepassing van zijn nieuwe constitutieve autonomie heeft het Brussels parlement enkele maanden geleden de start van het parlementair jaar vervroegd. De regering had het nodige moeten doen om klaar te zijn voor die afspraak, maar dat is duidelijk niet gebeurd. Dat zegt veel over de meerderheid!

(Applaus bij de MR)

(De MR-fractie verlaat de zaal)

éclairante sur l'état de la majorité. Nous le voyons avec force, elle n'est ni au rendez-vous de la rentrée, ni au rendez-vous des enjeux de Bruxelles et des Bruxellois !

(Applaudissements sur les bancs du MR)

(Le groupe MR quitte l'hémicycle)

M. le président.- La parole est à M. De Lille.

M. Bruno De Lille (Groen) *(en néerlandais)*.- *Il n'y a qu'un seul ministre présent aujourd'hui. Je comprends donc la réaction des députés du MR. Ce 21 septembre, premier jour d'automne, est aussi la Journée internationale de la paix et la Saint-Mathieu, évangéliste et saint patron des collecteurs d'impôts. M. Vanhengel se réjouira sans doute de l'apprendre.*

Il n'y a pas grand-chose à signaler en cette journée. J'espérais pourtant qu'il s'agirait d'un jour historique pour Bruxelles. Le parlement bruxellois est le plus petit parlement du pays, mais il est le premier à effectuer sa rentrée. Or, notre séance de rentrée ne porte même pas sur la déclaration de politique du gouvernement, puisque celle-ci n'est pas prête.

Aucune des questions qui préoccupent les Bruxellois, comme la crise des réfugiés, le réchauffement climatique ou la pollution de l'air, n'est abordée aujourd'hui.

Nous aurions pu parler de mobilité à l'occasion de la journée sans voitures d'hier, ou discuter du nouveau livre blanc de Brussels Enterprises Commerce and Industry (BECI) sur la diversité et la discrimination, une question fondamentale qui figure dans l'accord du gouvernement. Alors qu'il y a tant de matières à débattre, la séance de rentrée portera pourtant sur nous-mêmes, sur les élections, sur la question du vote électronique, sur son éventuelle amélioration ou au retour au vote papier.

Que les Bruxellois se rassurent ! Le parlement suit les choses de près ! Nous devrions d'ailleurs entamer chaque année par un pareil débat. Veuillez pardonner mon cynisme, mais comment le parlement peut-il rater aussi lamentablement sa rentrée ?

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Er is nu blijkbaar nog maar één minister aanwezig.

Ik heb begrip voor de reactie van de parlementsleden van de MR. Vandaag, op 21 september, begint de herfst. Het is ook de Internationale Dag van de Vrede en de feestdag van de heilige Mattheus, evangelist en patroonheilige van de belastingontvangers. Minister Vanhengel zal misschien blij zijn om dat laatste te horen.

Verder valt er niet veel te melden over deze dag. Ik had gehoopt dat dit ook een historische dag voor Brussel zou worden. Dit is weliswaar het kleinste parlement van België, maar we beginnen als eerste aan het parlementaire jaar! Ik was van plan om een e-mail te sturen naar de redactie van de scheurkalender 'De Druivelaar' om deze datum volgend jaar zeker te vermelden, maar ik heb het uiteindelijk toch niet gedaan. Ik was namelijk bang dat de datum van onze openingszitting niet op de voorkant van het scheurblaadje zou worden vermeld, maar op de achterkant, waar altijd een grap staat.

Want laten we eerlijk zijn: veel historische dingen gebeuren hier vandaag niet. De deur van ons café gaat wel open, maar de stoelen staan nog op de tafels. Waarover gaat deze openingsvergadering eigenlijk? Niet over de beleidsverklaring van de regering, want die is nog niet klaar. Overigens is de beleidsverklaring van de Vlaamse regering wel al klaar, al heeft die een budget dat tien keer groter is.

Hebben we het vandaag soms over zaken die de Brusselaars bezighouden, zoals de vluchtelingencrisis, de opwarming van de aarde, de luchtvervuiling of de klimaatop die eind november plaatsvindt? Neen.

L'opposition propose et la majorité dispose. Nous allons donc débattre de la façon de voter à Bruxelles à l'avenir. Ce projet d'ordonnance pose néanmoins problème au niveau de la forme, car une proposition de résolution déposée par l'opposition il y a plusieurs mois et transmise à la commission en mars n'a toujours pas été examinée par celle-ci. Il est donc étrange que le présent projet d'ordonnance soit débattu en urgence.

Il avait été convenu avant les vacances que des auditions d'experts seraient organisées à l'automne. Pour mon groupe, nous aurions dû entendre d'abord les experts, poursuivre le débat en commission par une discussion technique et le clôturer en séance plénière. Cette méthode est plus efficace que la thérapie occupationnelle à laquelle nous nous livrons aujourd'hui !

Groen est bien entendu préoccupé par les problèmes rencontrés aux dernières élections. Le matériel est obsolète et 2.250 voix ont été perdues. Lors des prochaines élections, en 2018 et en 2019, nous ne pourrons utiliser l'équipement obsolète qui est le nôtre.

La diversité des logiciels utilisés complique également les opérations électorales. L'Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB) insiste pour que les communes soient averties à temps quant au système qui prévaudra et rappelle que toutes les communes ne disposent pas des moyens nécessaires pour couvrir pleinement l'investissement.

Le retour au vote papier n'est pas une solution et ne résout en rien les problèmes rencontrés aux dernières élections. Le vote papier est un système compliqué, singulièrement à Bruxelles, où 29 partis figuraient sur les listes électorales en 2014.

En bricolant avec des ciseaux et de la colle, il faudrait un bulletin de vote d'un mètre carré pour que ces partis figurent tous sur une même page !

(Sourires)

Gisteren was het Autoloze Zondag. Misschien hadden we het kunnen hebben over de mobiliteitsproblemen van het gewest, of over het nieuwe witboek van Brussels Enterprises Commerce and Industry (BECI) over diversiteit en discriminatie. In het regeerakkoord gaat er immers veel aandacht naar dat onderwerp. Er is veel stof voor discussie, maar we zullen het daar niet over hebben. In plaats daarvan zal het openingsdebat van het Brussels parlement over onszelf gaan, over de verkiezingen, over de vraag of we elektronisch stemmen - al dan niet in een verbeterde versie - of opnieuw met papier en potlood. De Brusselaars kunnen met andere woorden gerust zijn: dit parlement houdt duidelijk de vinger aan de pols! We zouden eigenlijk elk jaar met zo'n debat moeten beginnen. Beste collega's, vergeeft u me mijn cynisme, maar ik meen dit uit de grond van mijn hart: hoe erg kan het parlement zijn start missen?

Maar goed, de oppositie wikt en de meerderheid beschikt. We zullen het dus hebben over hoe we in de toekomst moeten stemmen in Brussel. Ik heb helaas een formeel probleem met dit ontwerp van ordonnantie. Over dit onderwerp ligt er namelijk al maandenlang een voorstel van resolutie van de oppositie op tafel. Het werd al in maart naar de commissie doorverwezen, maar die heeft er nog steeds geen tijd voor gehad. Het is erg vreemd dat het onderwerp vandaag dringend moet worden besproken, terwijl men het al maanden vertikt om er in de commissie aandacht aan te besteden.

Voor het reces werd nochtans afgesproken dat er in het najaar hoorzittingen met experts zouden worden georganiseerd. Dat is voor Groen de correcte werkwijze: naar de experts luisteren, vervolgens een technische discussie voeren in de commissie en het debat afronden in de plenaire zitting. Die methode valt te verkiezen boven de bezigheidstherapie die vandaag op de agenda staat: elkaar wat opjutten en dan toch het debat uiteindelijk in de commissie voeren. Hopelijk zal de parlementaire openingszitting van volgend jaar wat meer om het lijf hebben.

Groen is zich wel degelijk bewust van de problemen die zich naar aanleiding van de vorige verkiezingen hebben voorgedaan. Het materiaal is nu eenmaal verouderd en dat blijft natuurlijk niet zonder gevolgen. Er gingen liefst 2.250 voorkeurstemmen verloren. De volgende

verkiezingen vinden plaats in 2018, en in 2019 zijn er gewestverkiezingen en federale verkiezingen. Blijven doorgaan met de huidige prehistorische computers is dan ook geen optie. Het is trouwens een mirakel dat die apparaten vorig jaar überhaupt nog gewerkt hebben. Het lijken wel exemplaren die Bill Gates nog persoonlijk in zijn garage heeft gebouwd. Naar verluidt zouden ze in aanmerking komen voor bescherming door de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

Dat er bovendien met verschillende softwaresystemen moet worden gewerkt, maakt de zaken er niet eenvoudiger op. De Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (VSGB) dringt terecht aan op een oplossing voor dat probleem. Ze vraagt dat de gemeenten tijdig zekerheid zouden krijgen over het systeem dat zal worden gekozen en wijst erop dat niet alle gemeenten over de middelen beschikken om de investering volledig zelf te bekostigen.

Ik betreur dat er nogal wat stemmen opgaan die pleiten voor een terugkeer naar papier en potlood. Dat is een foute reactie op de problemen die zich in 2014 hebben voorgedaan. Stemmen op papier leidt weliswaar niet tot technische problemen, maar is geenszins een waterdichte werkwijze. Bovendien is het een ingewikkeld systeem, zeker in Brussel. Vorig jaar namen er immers liefst 29 partijen deel aan de verkiezingen!

Ik heb het uitgerekend: met wat knip- en plakwerk krijg je die 29 partijen samen op een stembrief van het formaat A0, als het lettertype niet te groot is. Dat zijn 16 A4'tjes, of één vierkante meter!

(Vrolijkheid)

M. Philippe Close (PS).- M. De Lille votera blanc !

M. Bruno De Lille (Groen) *(en néerlandais).*- *Nos isoloirs ne sont pas assez grands pour de tels bulletins de vote. Et Groen recueillerait peu de votes s'il figurait au bas de la page ! Avec le vote papier, le risque d'erreur est beaucoup plus grand. Il nécessite plus de personnel pour le dépouillement, alors que le recrutement d'assesseurs est déjà ardu actuellement.*

De heer Philippe Close (PS) *(en néerlandais).*- *De heer De Lille zal blanco stemmen!*

De heer Bruno De Lille (Groen).- Onze stemhokjes zijn niet eens groot genoeg voor dergelijke brieven. Ik hoop dat Groen niet helemaal onderaan zal staan, anders zullen we niet veel stemmen halen. Denkt u nu echt dat die methode gemakkelijker is dan elektronisch stemmen? De kans op vergissingen en dus ongeldig stemmen is veel groter. Bovendien kost het veel meer tijd. De kiezer is namelijk wel even

En outre, le vote papier n'est moins onéreux que parce que la rémunération des assesseurs est ridiculement faible. Par ailleurs, il n'est pas logique de faire systématiquement appel aux mêmes personnes - enseignants, avocats et fonctionnaires - pour décompter les voix. Ce n'est ni équitable, ni démocratique, et cela ne contribue pas à la sécurité du système.

Le vote papier n'est pas plus fiable que le vote électronique. Combien de fois les résultats du vote papier n'ont-ils pas été contestés ? En 2014, dans le Hainaut, le PTB avait réclamé un recomptage des bulletins de vote considérés comme blancs, nuls ou non valides. Cela concernait quelque 21.385 bulletins. Pour certains d'entre eux, les cases n'avaient tout simplement pas été remplies suffisamment pour être prises en considération au moment du comptage.

Les partisans du vote papier se plaisent à rappeler que les Pays-Bas ont abandonné le vote électronique. Le système y était toutefois couplé à un appareil enregistrant les votes sur le disque dur de l'ordinateur, ce qui pouvait poser des problèmes de sécurité.

Le vote électronique belge fonctionne avec des cartes magnétiques séparées des ordinateurs. C'est une première garantie de sécurité. Une preuve papier permettrait de réaliser un double contrôle. Soyons clairs : je ne plaide pas pour le maintien de la situation actuelle, mais pour un système fiable et transparent.

Smartmatic, le système de vote électronique avec preuve papier utilisé à Saint-Gilles et à Woluwe-Saint-Pierre lors des élections de 2014, n'a pas été touché par le bug. Il me semble fiable, mais pourrait être amélioré. Il combine en tout cas les avantages des deux systèmes, car la preuve papier recueillie dans une urne séparée permet de vérifier les résultats a posteriori. L'exercice de ce contrôle est fondamental pour Groen. Il ne faut pas faire aveuglément confiance aux systèmes informatiques.

Nous voulons mener le débat rapidement. Les communes ont le droit de savoir comment nous voterons et qui paiera la facture. Nous ne sommes pas favorables au maintien du système actuel. Menons ce débat en commission et consacrons la séance de rentrée de l'année prochaine à un des nombreux véritables défis auxquels sont confrontés

bezig als hij zijn favoriete kandidaat op zo'n enorme lijst moet gaan zoeken, terwijl dat helemaal niet moeilijk is met het huidige computersysteem, dat de kiezers op weg helpt.

Men zal ook veel meer medewerkers voor de stembureaus moeten opvorderen om de stembrieven open te vouwen en de stemmen te tellen, terwijl het nu al zo moeilijk is om kiesbureaus te bemannen. Ik wens u veel succes met uw zoektocht.

Volgens de voorstanders is stemmen op papier goedkoper. Dat is alleen zo omdat de vergoedingen voor de medewerkers belachelijk laag zijn. Burgers hebben er geen probleem mee als ze een keer worden opgeroepen om mee te helpen bij de kiesverrichtingen. Maar om stembrieven te tellen, moet men zeker in Vlaanderen al vaker een beroep doen op steeds dezelfde onderwijzers, advocaten en ambtenaren. Zal men, gelet op de lage vergoedingen, genoeg personen vinden om dat jaar na jaar te blijven doen? Trouwens, dat men altijd dezelfde personen moet inzetten, is noch eerlijk, noch democratisch en draagt evenmin bij tot de veiligheid van het systeem.

Stemmen met potlood en papier is niet betrouwbaarder dan stemmen met de computer. Hoe vaak werd er geen beroep aangetekend tegen de uitslagen van stemmingen met potlood en papier? In 2014 eiste de PTB in Henegouwen een nieuwe telling van de stembiljetten die geklasseerd waren als blanco, ongeldig of betwistbaar, omdat het over niet minder dan 21.385 stembiljetten ging.

Niet al die mensen hadden blanco of ongeldig willen stemmen, maar een bolletje kan net wel of net niet rood genoeg gekleurd zijn volgens de tellers en de getuigen die op het ogenblik van de telling in het kantoor aanwezig zijn en die moeten bepalen of de stem al dan niet meetelt. Voor kleinere partijen is het sowieso al moeilijk om overal getuigen te hebben.

Ik weet dat de voorstanders van het stemmen met papier en potlood graag naar Nederland verwijzen, omdat ze daar het stemmen met computers hebben opgegeven. In Nederland gebruikte men echter 'direct recording equipment', wat betekent dat de uitgebrachte stem werd geregistreerd op de harde schijf van de stemcomputer zelf. Dat kan

Bruxelles et les Bruxellois.

(Applaudissements sur les bancs de Groen, d'Ecolo, de la N-VA et des FDF)

M. le président.- La parole est à Mme Désir.

Mme Caroline Désir (PS).- Il est inutile de rappeler que le vote est le garant de notre démocratie représentative et le fondement même de notre État de droit. L'organisation des élections doit donc retenir notre plus grande attention, car elle touche le cœur même de notre démocratie, n'en déplaise à M. De Wolf.

Force est de constater qu'aujourd'hui, le vote

inderaad veiligheidsproblemen veroorzaken.

België gebruikt een totaal ander systeem, dat werkt met magneetkaarten. Die staan eigenlijk los van de stemcomputers. Dat is een eerste veiligheidsgarantie. Als er bovendien een papieren uitdraai van de stem wordt gemaakt, heeft men een dubbele controle. Voor alle duidelijkheid: mijn discours is geen pleidooi om alles bij het oude te laten, maar wel om het kind niet met het badwater weg te gooien. Voortdoen met het huidige systeem is geen optie voor Groen. We willen een systeem dat betrouwbaar en transparant is.

Smartmatic, het systeem dat in 2014 in Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe werd gebruikt en dat er volgens mij voor zorgde dat die gemeenten niet werden getroffen door de verkiezingsbug, is een valabele kandidaat. Misschien zijn er nog manieren om het systeem te verbeteren. In elk geval combineert Smartmatic de voordelen van het elektronisch stemmen met papieren bewijsstukken. Die laatste worden in een aparte urne gestopt, zodat men achteraf kan controleren of de uitslag klopt. Dat is voor Groen essentieel. We mogen inderdaad niet blindelings op computers en software vertrouwen. Daarvoor is de democratie te belangrijk. Maar de organisatie van het stemmen moet wel werkbaar blijven.

We willen het debat snel aangaan. De gemeenten hebben het recht te weten waar ze aan toe zijn, hoe er gestemd zal worden en wie wat zal betalen. Voortdoen met het huidige systeem is geen optie. Laten we het debat voeren waar het thuishoort, namelijk in de commissie, en laten we volgend jaar de openingszitting wijden aan een van de vele echte uitdagingen voor Brussel en de Brusselaars.

(Applaus bij Groen, Ecolo, de N-VA en het FDF)

De voorzitter.- Mevrouw Désir heeft het woord.

Mevrouw Caroline Désir (PS) *(in het Frans).*- *Verkiezingen zijn de hoeksteen van onze democratie en onze rechtsstaat.*

Sinds 1994 wordt er in Brussel elektronisch gestemd. Het tellen verloopt daardoor sneller en efficiënter en er zijn minder bijzitters nodig. Er wordt echter steeds meer geklaagd over de kostprijen en over het gebrek aan transparantie en

électronique est sujet à débat. L'apparition du vote électronique en Belgique remonte aux élections du 24 novembre 1991 et en 1994 à Bruxelles. Certes, il permet une plus grande rapidité ainsi qu'une plus grande efficacité lors du dépouillement et nécessite un nombre moindre d'assesseurs lors des opérations de vote. Cependant, son coût - trois fois plus élevé que celui du vote papier -, son manque de transparence et son absence de contrôle démocratique nourrissent de plus en plus de réticences à son égard.

Alors que la plupart des pays qui l'ont expérimenté font aujourd'hui marche arrière, nous nous interrogerons sur l'opportunité de poursuivre l'expérience. Des pays voisins, tels que les Pays-Bas et l'Allemagne, abandonnent le vote électronique qu'ils avaient pourtant adopté. D'autres, comme la Grande-Bretagne, l'Italie, la Finlande et la Norvège, débattent comme nous à ce sujet à l'heure actuelle.

Des recommandations ont été émises par la Commission européenne pour la démocratie par le droit, dite "Commission de Venise". Celle-ci invite également à abandonner le système de vote électronique.

Le Parlement wallon s'est exprimé récemment en sa défaveur et il devient urgent pour notre parlement d'avoir également une position claire à cet égard.

La résolution adoptée par le Parlement wallon le 3 juin dernier est intéressante à ce propos. Il y est fait mention de la méfiance de l'électeur à l'égard du vote électronique... À titre d'exemple, on y cite les deux bugs électoraux qui ont eu lieu à Bruxelles : un premier à Schaerbeek en 2003 et, plus récemment, le recomptage des votes lors des dernières élections qui a pris trois jours.

Faut-il encore rappeler que dans 17 communes bruxelloises ainsi que dans quelques cantons en Wallonie, le vote électronique n'a pas enregistré le bon résultat lors des dernières élections? En effet, l'électeur qui a voté électroniquement ce jour-là avait la possibilité de revenir en arrière s'il voulait changer son vote. Sauf que la carte magnétique a enregistré le premier vote et non pas le second vote corrigé. Cela concernerait 2.000 votes. Par conséquent, le résultat des élections à Bruxelles a été retardé de trois jours en raison de ce bug, mais également en raison de recomptages des votes dans

democratische controle.

Veel landen keren tegenwoordig terug naar het stemmen op papier (Nederland, Duitsland) of denken daaraan (Verenigd Koninkrijk, Italië). Ook de Europese Commissie pleit voor het afschaffen van het elektronisch stemmen.

Het Waals Parlement keurde in juni een resolutie tegen het elektronisch stemmen goed, waarin verwezen wordt naar het wantrouwen van de kiezers. In Brussel kregen we al twee keer te maken met bugs in het stemsysteem. Bij de laatste verkiezingen werd in zeventien Brusselse gemeenten een verkeerd resultaat geregistreerd. Het duurde drie dagen om alle stemmen te hertellen.

Door deze bugs kwam een aantal minpunten van het elektronisch stemmen aan het licht. Zo is het materieel verouderd en het zou erg veel kosten om het te vervangen. De gemeenten, die een deel van de kosten zouden moeten betalen, hebben nu al financiële problemen.

Dat de burgers de stemmen niet kunnen hertellen, is een ander probleem. In twee gemeenten werd er geëxperimenteerd met papieren afdrukken, om de democratische controle te vergroten. Het is echter niet mogelijk om te controleren of de streepjescode ook werkelijk de juiste stem registreert. Je zou achteraf alle papieren afdrukken moeten natellen en vergelijken met het elektronische resultaat, maar ook die methode is weinig betrouwbaar.

De voorzitter van het stembureau moet nagaan of er geen tekens zijn aangebracht op het stembiljet die de stemming ongeldig maken, maar hij controleert de binnenkant van het dichtgeplooide stembiljet niet. Het zou dus kunnen dat hij ongeldige stemmen toch als geldig registreert. Geldt in dat geval de streepjescode of het papieren stembiljet? Wat gebeurt er in geval van betwistingen?

Welke democratische controle is er op de mensen die instaan voor het verloop van de elektronische telling? Er is sprake van onafhankelijke observatoren en systeembeheerders, maar hoe worden die geselecteerd? Enkel informatica-experts kunnen die taken vervullen, terwijl democratische controle inhoudt dat alle kiezers in staat moeten zijn om het correcte verloop van de

plusieurs bureaux.

Ces bugs ont permis de mettre en évidence toute une série d'éléments qui posent question quant à la poursuite du vote électronique comme :

- l'obsolescence du matériel informatique et le coût de son renouvellement avec, potentiellement, un impact non négligeable pour les communes qui seront amenées à prendre en charge une partie des frais de ce renouvellement. Dans le contexte budgétaire que connaissent les communes, ce serait particulièrement douloureux.

L'idée que les citoyens ne peuvent pas recompter le vote est évidemment problématique.

Un autre système - le vote électronique avec preuve papier, dit Smartmatic - a été expérimenté dans deux communes bruxelloises. Son objectif est de garantir la sécurité et l'intégrité du vote et de rendre la confiance aux citoyens, ceux-ci pouvant, grâce à la preuve papier, procéder à un contrôle démocratique direct du vote émis.

Cependant, et malgré l'objectif poursuivi, plusieurs aspects de ce système continuent à poser question, à l'instar du vote électronique classique : manque de transparence, impression d'un ticket réduit... La crainte que peut avoir l'électeur quant à la fiabilité de l'enregistrement de son vote n'est finalement que moindre. En effet, dans le système proposé, il n'est pas possible de vérifier que le code-barres scanné traduit fidèlement le vote exprimé. Seul un recomptage a posteriori permettrait de comparer les résultats scannés avec ceux des tickets ; or, une telle opération est peu fiable.

Afin de valider les bulletins récoltés, le président vérifie que les faces visibles du bulletin plié ne comportent aucune marque susceptible d'identifier l'électeur. Par contre, aucune vérification de la partie cachée du bulletin n'est effectuée au moment du scannage des codes-barres. Des bulletins a priori nuls parce que comportant une marque non autorisée sur la partie cachée pourraient donc être comptabilisés comme valables.

Que faire dans ce cas ? Faut-il donner la priorité au code-barres scanné ou à la trace papier ? Que se passe-t-il en cas de contestation des résultats ? Quelle formule fera foi ? Quel statut accorder à des bulletins comportant des inscriptions sur la partie

verkiezingen te controleren.

De proefprojecten in Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe hebben 700.000 euro gekost, of 12 à 13 euro per kiezer. Voor het hele gewest zou dat 7 miljoen euro betekenen als we de machines kopen of 4,38 miljoen als we ze huren, op voorwaarde dat de federale overheid haar steentje bijdraagt. Anders wordt alles nog duurder.

Brussel Plaatselijke Besturen zal verschillende opties onderzoeken, zodat de regering een beslissing kan nemen voor de verkiezingen van oktober 2018. In juni stelde de minister-president in de commissie overigens de resultaten voor van de eerste studie in dat verband.

De PS vraagt een doorzichtige evaluatie van de proefprojecten. Wij wensen ook hoorzittingen in de commissie om meer te weten te komen over de nieuwe systemen en over de mogelijkheden van democratische controle.

Het is uiteraard legitiem om geld te besteden aan de organisatie van verkiezingen, maar toch moeten we rekening houden met de budgettaire gevolgen van eventuele beslissingen, met name voor de gemeenten. Het gewest en de federale overheid moeten mee betalen.

Het grootste minpunt van stemmen op papier zou zijn dat het tellen trager verloopt dan bij elektronisch stemmen, maar dat is helemaal niet zeker. Het grote voordeel is dat er op elk ogenblik controles mogelijk zijn en dat is bij het elektronisch stemmen niet zo.

In elk geval moeten we kiezen voor een systeem waarin de burger vertrouwen heeft. Als bepaalde technologie gebruikt wordt, moet ze ten dienste staan van vrije en transparante verkiezingen.

In dit stadium verkiest de PS een terugkeer naar de stemming op papier, al laten we de deur op een kier voor andere mogelijkheden, zolang die een democratische controle niet in de weg staan.

(Applaus bij de PS en het FDF)

cachée ? Seront-ils considérés comme nuls ou valables ? À toutes ces questions, il est crucial d'avoir des réponses.

Ce système fait apparaître de nouveaux types de bureaux, des centres de lecture, de déchiffrement. Quel contrôle démocratique y sera exercé ? Il est question d'observateurs indépendants, de vérificateurs ou d'administrateurs du système, dont on ne sait comment ils seront choisis. Il est par contre à craindre que ces rôles ne puissent être remplis que par des experts en informatique, ce qui est difficilement compatible avec cette exigence démocratique d'un contrôle effectif de l'ensemble des opérations électorales par les citoyens électeurs eux-mêmes.

Enfin, le coût des expériences pilotes menées à Saint-Gilles et Woluwe-Saint-Pierre a été évalué à 700.000 euros. Pour un peu plus de 50.000 électeurs, cela revient à 12 ou 13 euros par vote. Notre Région comptant 500.000 électeurs, cela reviendrait à 7 millions d'euros si l'on achète les machines et 4,38 millions d'euros en les louant avec l'intervention du fédéral. Si celui-ci n'intervient pas, les chiffres sont évidemment plus élevés.

Il a été demandé à l'administration Bruxelles Pouvoirs locaux de se pencher sur les différentes options, afin de permettre la prise de décision pour les prochaines élections d'octobre 2018. À cet effet, en commission des affaires générales, le 8 juin dernier, le ministre-président a donné les résultats de cette première étude.

Concernant le vote automatisé avec les machines Smartmatic, trois hypothèses sont proposées : l'achat, la location ou le leasing des machines, en précisant le coût pour chacune des possibilités. De nombreuses questions demeurent, y compris au sujet de ce système de vote électronique avec billettique.

Le groupe PS demande donc que l'on procède à une évaluation claire du nouveau dispositif et des expériences pilotes menées dans les deux communes bruxelloises à la lumière des différentes études et analyses et que des auditions soit organisées en commission afin d'en savoir un peu plus sur ces nouveaux dispositifs et quant au respect de tous les critères d'un vote démocratique.

Il est évident que les conditions d'exercice du droit

citoyen fondamental qu'est le droit de vote requièrent certaines dépenses. La démocratie a, en effet, un coût qu'il est légitime de supporter. Cela n'empêche que les impacts budgétaires importants qu'emportent de telles décisions, notamment pour les communes, doivent faire partie intégrante de notre réflexion à ce sujet. La Région et l'État fédéral doivent intervenir financièrement. Il est impensable de laisser les communes endosser seules les coûts d'élections qui débordent le cadre local.

Au système de vote papier, on reproche surtout sa lenteur, mais rien ne prouve que le dépouillement papier soit moins performant, voire moins rapide que le dépouillement électronique. La version papier représente en tout cas l'avantage primordial de permettre des vérifications à tout moment. La même certitude n'est peut-être pas de mise pour la version électronique, aux mains des experts informatiques, dont on peut douter qu'elle assure les garanties suffisantes de transparence et de sérieux. Les dernières élections ont été un bel exemple à ce sujet.

De toute façon, qu'il s'agisse du vote électronique ou papier, le premier objectif d'un système de vote est de rétablir la confiance avec le citoyen. C'est ce principe qui doit guider le choix d'un système visant à garantir la légitimité de ses élus.

Il est primordial de rappeler qu'en matière électorale la technologie, si elle est utilisée, doit être au service d'élections libres et transparentes, garantissant le secret du vote, l'égalité d'accès au vote, la transparence, le contrôle des résultats et le principe "un homme, une voix". Ces principes sont inaltérables, quelle que soit la méthode de vote utilisée.

Quel que soit le système de vote électronique qui remplacera ou non l'actuel système utilisé, il devra répondre à toutes les exigences d'un vote démocratique. Il devra non seulement garantir la liberté et le secret du vote, mais il devra également être contrôlable et contrôlé par le citoyen-électeur.

En conclusion, pour toutes les raisons invoquées ci-dessus, mon groupe marque à ce stade sa préférence pour un retour au vote papier, tout en laissant une porte ouverte à de nouveaux dispositifs s'ils garantissent le contrôle démocratique. Le procédé de dépouillement par lecture optique nous apparaît

à ce titre intéressant en ce qu'il permet d'accélérer l'opération et de permettre de rendre les bureaux de vote accessibles plus longtemps.

Nous nous réservons bien sûr le droit de poursuivre notre réflexion à ce sujet à la suite des discussions qui seront organisées en commission. Mais je le répète, le principe qui guidera notre choix sera de rétablir la confiance des citoyens dans notre système électoral.

(Applaudissements sur les bancs du PS et des FDF)

M. le président.- La parole est à Mme Ampe.

Mme Els Ampe (Open Vld) *(en néerlandais)*.- *Le vote électronique a déjà fait couler beaucoup d'encre dans ce parlement et dans les journaux. Ce sont les élections de 2014 qui ont surtout provoqué le débat, lorsque des voix de préférence ont été perdues dans le canton électoral de Schaerbeek. À chaud, certains politiciens, supposant que le problème émanait des machines à voter ou des logiciels, avaient conclu que le vote électronique devait être supprimé. Par la suite, il s'est avéré qu'une erreur humaine était à l'origine du problème.*

De l'eau a coulé sous les ponts, et le débat peut maintenant être plus objectif et serein. Il ne faut pas perdre de vue le cœur du débat : l'organisation efficace d'élections libres et démocratiques.

Jusqu'en 1991, les retards de livraison des résultats de votes à Bruxelles, capitale de la Belgique et de l'Europe, ne faisaient pas bonne impression. Première de nos Régions à adopter le vote électronique cette année-là, Bruxelles a coiffé ses voisins au poteau et depuis lors, les Bruxellois connaissent les résultats du scrutin aux environs de 22 heures le jour des élections (sauf en 2014).

Lors des treize élections qui se sont déroulées depuis 1991, le vote a été électronique. À chaque élection, il a été annoncé que les ordinateurs, obsolètes, feraient défaut.

Il est arrivé qu'un ordinateur tombe en panne, mais il a toujours été remplacé dans les temps. Tout dépend de la manière dont les ordinateurs sont rangés et entretenus lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

De voorzitter.- Mevrouw Ampe heeft het woord.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Het elektronische stemmen deed al heel wat inkt vloeien in dit parlement en in de kranten. Het debat leeft, behalve in de huiskamers van de Brusselaars, zoals de oppositie terecht opmerkt. De aanleiding van het debat is vooral de verkiezing van 2014, toen voorkeurstemmen verloren gingen in het kieskanton Schaarbeek. Door de waan van de chaotische verkiezingsdag deden sommige politici uitspraken waar ze achteraf waarschijnlijk spijt van kregen, omdat ze niet altijd bleken te kloppen. Ze gingen er bijvoorbeeld van uit dat er een probleem was met de stemcomputers of met de software en concludeerden dat het elektronische stemmen afgevoerd moest worden. Inmiddels bleek de realiteit iets complexer: een menselijke fout was de oorzaak van de problemen.

Ondertussen is er wat tijd verstreken en kan het debat objectiever en serener worden gevoerd. Dat is een goede zaak. Het is belangrijk om het doel van het debat niet uit het oog te verliezen, namelijk de efficiënte organisatie van vrije en democratische verkiezingen. Laten we even teruggaan in de tijd. In 1991 werd in België voor het eerst elektronisch gestemd. Twee jaar voordien, in 1989, werd in Brussel nog overal op papier gestemd. In dat jaar verschenen er interessante krantenartikels waarin werd bericht dat de uitslagen pas de dag na of zelfs meerdere dagen na de verkiezingen beschikbaar waren. Blijkbaar waren er ook dozen met stembrieven verdwenen of zoekgeraakt. En wie zegt trouwens dat er in sommige kieskantons in de vroege uurtjes geen bolletjes zijn bijgekleurd? Ik geef toe dat dit speculatie is, maar zoiets kan wel gebeuren als er

Alors que votre ordinateur personnel doit être remplacé après un certain temps - parce que les nouveaux logiciels nécessitent souvent un meilleur hardware -, les ordinateurs de vote, qui fonctionnent avec un programme simple, peuvent se conserver longtemps. En treize élections, il n'y a eu de problème qu'une fois dans un seul canton électoral.

Le retour au vote papier éliminera-t-il les erreurs humaines et empêchera-t-il les erreurs de programmation ? Non. Au contraire, les erreurs de comptage sont inévitables, surtout avec une population comportant 10% d'analphabètes.

Trouver les personnes qui s'occupent des bureaux de vote représente un travail d'envergure, mais trouver des personnes pour le comptage est encore plus difficile, sans parler de la recherche des témoins et des responsables qui mènent à bien le contrôle des bulletins dans la nuit des élections, sauf si on les paie bien. Cela peut être une option, mais les élections seraient beaucoup plus chères.

Certains plaident pour appliquer la procédure de vote électronique telle qu'elle a été testée à Saint-Gilles et Woluwe-Saint-Pierre. L'Open Vld n'y est pas opposé. La question est de voir combien cela va coûter et qui va payer : la Région de Bruxelles-Capitale, le gouvernement fédéral ou les communes ? J'ai entendu plusieurs parlementaires dire que les communes ne pouvaient pas payer un tel système.

D'autres sont favorables au vote papier et à la lecture optique des résultats. Mais dans ce cas, il faudra acheter des lecteurs optiques. Quel en sera le coût ? Qui les paiera ? Cela signifierait en outre que les investissements réalisés à Saint-Gilles et Woluwe-Saint-Pierre seraient perdus. Ce système semble beau en théorie, mais souvenez-vous des ratés du système des cartes perforées aux États-Unis.

Ce débat néglige une série de conditions importantes pour les élections, comme la garantie de secret du scrutin. Ainsi, l'année passée, de nombreux selfies de vote ont été réalisés, certains avec les écrans de vote et d'autres avec les tickets comportant les résultats de vote. Dans le premier cas, la personne peut encore changer son vote après avoir réalisé ce selfie, mais pas dans le second, ce qui peut poser problème si la personne

op papier wordt gestemd.

Brussel maakte met zijn stemresultaten geen al te goede beurt als hoofdstad van België en Europa. In 1991 veranderde dat door het invoeren van het elektronisch stemmen. Het Brussels Gewest toonde zich daarbij erg vooruitstrevend en stak de andere gewesten voorbij in digitale snelheid. Sindsdien kennen de Brusselaars de uitslag van de verkiezingen rond 22.00 uur op de avond van de verkiezingen, behalve dan in 2014. Iemand propste toen te veel kaarten in een kaartenlezer; er liep van alles fout en er gingen stemmen verloren. Het ging om een gecombineerde fout.

In 1991, 1994, 1995, 1999, 2000, 2003, 2004, 2006, 2007, 2009, 2010, 2012 en 2014 - dat zijn dertien verkiezingen op rij - werd er met de computer gestemd. Voor elke verkiezing werd aangekondigd dat alle computers zouden uitvallen, dat ze totaal verouderd zijn en dat ze zelfs niet meer zouden werken.

Er blijkt af en toe inderdaad een computer defect te zijn, maar die wordt dan toch nog in allerijl tijdig vervangen. Alles hangt natuurlijk af van de manier waarop met de computers wordt omgesprongen, wanneer die opgeborgen worden. De stemcomputers moesten natuurlijk dertien keer worden bovengehaald en weer opgeborgen. Dat moet op een correcte manier gebeuren. Ze moeten ook worden onderhouden, wanneer ze niet worden gebruikt.

U zult misschien tegenwerpen dat uw computer thuis na verloop van tijd ook moet worden vervangen, maar dat komt omdat voor nieuwe software vaak betere hardware nodig is. De stemcomputers, die van 1991 dateren, werken echter met een simpel programma, waarmee het aantal stemmen en voorkeurstemmen kan worden berekend. Er is dus geen enkel probleem met een stemcomputer uit 1991 als daar goed voor wordt gezorgd. Twaalf keer is alles vlot verlopen, slechts één keer ging het fout in één enkel kieskanton.

Zal de terugkeer naar het stemmen op papier menselijke fouten uitschakelen en de voorbijge programmatiefout voorkomen? Nee. Integendeel: telfouten zijn onvermijdelijk, zeker in het geval van een bevolking waarvan 10% analfabeet is.

Het is trouwens een hele klus om personen te

ressent une pression par rapport à son choix. Il faut aussi pouvoir en débattre.

Dans de nombreux cas aussi, la présence des accompagnateurs qui aident à voter est problématique. Nous avons régulièrement des plaintes à ce propos. Ils s'avèrent souvent faire campagne pour certains partis politiques. Pourquoi n'y est-on pas plus attentifs et n'en parle-t-on pas ? Le rôle des accompagnateurs doit aussi être discuté dans le cadre de la garantie du secret du scrutin et des élections libres et démocratiques.

D'après une étude de l'ULB, 95% des électeurs trouvent "facile" à "très facile" de voter électroniquement, et 4% trouvent cela "difficile" à "très difficile". La question est de savoir si ces derniers n'éprouveraient pas aussi des difficultés par rapport au vote papier.

L'Open Vld demande donc d'élargir le débat sur la procédure de vote aux fondements des élections libres et démocratiques et de ne pas se limiter à la facilité d'utilisation du dispositif.

(Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld)

vinden die de stembureaus kunnen bemannen. Elke verkiezingsochtend is het bang afwachten of de voorzitter, de ondervoorzitters en de bijzitters wel komen opdagen. Vaak gaan de kiesbureaus later open, omdat er niemand op tijd aanwezig is. Tellers vinden is een nog moeilijkere opdracht en dan zwijgen we nog over het vinden van getuigen en verantwoordelijken die in de verkiezingsnacht de controle van alle biljetten in goede banen leiden, tenzij men die goed zou betalen. Dat laatste kan een optie zijn, maar dan worden verkiezingen wel duurder.

Sommigen pleiten ervoor om de elektronische stemprocedure te herhalen die als proefproject werd getest in Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe. De Open Vld is daar niet tegen. De vraag is evenwel hoeveel dat zal kosten en wie dat zal betalen: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de federale overheid of de gemeenten. Ik hoorde meerdere parlementsleden opmerken dat de gemeenten zo'n systeem niet kunnen betalen.

Anderen pleiten ervoor om te stemmen op papier en het resultaat vervolgens optisch te verwerken. In dat geval moeten er echter optische lezers worden gekocht. Wat zal daarvan de kostprijs zijn? Wie zal daarvoor betalen? Het zou bovendien betekenen dat de investeringen die in Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe werden gedaan, weggegooid geld zijn. In theorie klinkt zo'n systeem mooi, maar denk alleen al maar aan het gelijkaardige systeem met ponskaarten dat in de Verenigde Staten werd gebruikt en zeker geen groot succes kan worden genoemd.

Dit debat gaat voorbij aan een aantal voorwaarden die nochtans van belang zijn bij verkiezingen. Ik denk bijvoorbeeld aan het garanderen van het stemgeheim. Daar moeten we meer aandacht aan besteden. Vorig jaar werden er nogal wat zogenaamde 'stemfies' gemaakt: selfies bij het stemmen. Als zoiets gebeurt buiten het stemhokje is er geen probleem, maar er werden ook heel wat stemfies verspreid van computerschermen of van de tickets met stemresultaten. De vraag rijst natuurlijk waarom sommige mensen stemfies maken. Wie zich op een of andere wijze onder druk voelt om een bepaalde stem uit te brengen, kan natuurlijk altijd een stemfie nemen van het computerscherm na de stemming, maar dat resultaat vervolgens uitvinken met de optische pen en een andere stem uitbrengen. Een stemfie van

het ticket is een andere zaak, want dat kan je niet meer wijzigen. Dit probleem moet in dit debat ook aan bod kunnen komen.

In veel gevallen is ook de aanwezigheid van zogenaamde begeleiders die helpen bij het stemmen problematisch. We krijgen daar regelmatig klachten over. In veel gevallen blijken het mensen te zijn die lid zijn van campagneteams van bepaalde politieke partijen. Waarom wordt daar geen aandacht aan besteed? Waarom hebben we het daar niet over?

Uit een studie van de ULB van onder meer professor Delwit blijkt dat 95% van de kiezers, ook in Brussel, het gemakkelijk tot zeer gemakkelijk vindt om met de computer te stemmen, dat 3% het moeilijk vindt en 1% zeer moeilijk. De vraag is natuurlijk of diezelfde mensen het ook niet moeilijk hebben om te stemmen op papier. Die vraag werd echter niet gesteld. Men kan zich ook afvragen of het probleem niet te maken heeft met het feit dat 10% van de Brusselaars analfabeet is. Voor analfabeten is stemmen met de computer even moeilijk als stemmen op papier. De rol van de begeleiders moet ook worden besproken als we het hebben over het garanderen van het stemgeheim en van vrije en democratische verkiezingen.

Daarom vraagt de Open Vld om het debat over de stemprocedure te verruimen en het niet alleen te hebben over het gebruiksgemak, maar ook over de grondslagen van vrije en democratische verkiezingen.

(Applaus bij de Open Vld)

M. le président. - La parole est à M. De Bock.

M. Emmanuel De Bock (FDF). - Je regrette l'absence des députés MR - comme à chaque séance plénière d'ailleurs -, à l'heure où nous parlons de rétablir la confiance entre les élus et les électeurs.

Je partagerai mon temps de parole avec mon collègue Marc Loewenstein.

Je voudrais commencer par remercier notre président, M. Charles Picqué, d'avoir mis à l'agenda de notre séance de rentrée ce sujet qui tient au fondement de notre démocratie représentative.

De voorzitter. - De heer De Bock heeft het woord.

De heer Emmanuel De Bock (FDF) *(in het Frans).* - *Ik betreur de afwezigheid van de volksvertegenwoordigers van de MR, net nu we het vertrouwen tussen verkozenen en kiezers proberen te herstellen.*

Ik dank onze voorzitter, de heer Charles Picqué, dat hij dit onderwerp op de agenda van de openingszitting heeft gezet. Vandaag moeten we ons inzetten om het vertrouwen in de instellingen en de parlementsleden te herstellen, de verkiezingen transparanter te maken en de kloof

Rétablir la confiance du citoyen dans ses institutions et ses élus, augmenter la transparence du vote et réduire le fossé qui s'est creusé et se creuse chaque jour entre électeurs et élus, voilà ce qui doit nous animer aujourd'hui.

Chers collègues, il y a dans le vote quelque chose de sacré, un lien unique entre l'électeur et l'élu. Il y a surtout un contrat à durée déterminée, un mandat qui peut être sanctionné positivement ou négativement tous les cinq ou six ans. Il n'y a pas d'élection démocratique sans contrôle des citoyens-électeurs. L'électeur doit aussi avoir la garantie que son bulletin sera correctement pris en considération.

Pour cette raison, il est essentiel de ne pas s'auto-satisfaire d'une séance parlementaire unique réduisant notre débat en une joute entre partisans du vote électronique, éventuellement amélioré, et tenants du retour au vote sur papier. On ne peut en aucun cas faire de ce débat une querelle entre modernes et conservateurs, ni un enjeu de majorité contre opposition.

À l'heure où nous disposons enfin d'une quasi-autonomie constitutive, il s'agit pour nous de dépasser les clivages partisans pour construire un large consensus en faveur du système qui garantira la plus grande transparence, le meilleur contrôle démocratique et la meilleure lisibilité du vote, au meilleur coût possible.

Avons-nous d'ailleurs encore matériellement le temps de faire face à l'organisation d'un vote électronique avec une concurrence saine d'entreprises capables de l'organiser, alors que certaines ont déjà jeté l'éponge en 2014 ? Nous devons tout faire pour éviter de reproduire les bugs de 2014, où certains ont vu leur voix annulée, où les résultats étaient disponibles sur des sites non officiels avant même leur validation par le SPF Intérieur, où il a fallu attendre plusieurs jours avant de voir les résultats déclarés définitifs.

Nous prononcer uniquement sur la manière dont le vote doit s'exprimer - vote papier ou vote électronique - serait, à mon sens, manquer d'ambition pour nos concitoyens.

Nous devons, avec la même énergie, tout faire pour changer le système actuel d'auto-validation des élections par les nouveaux mandataires élus. Nous avons déposé des propositions de modification de

tussen de verkozenen en de kiezers te dichtten.

Elke verkiezing is een contract van bepaalde duur, een mandaat dat om de vijf of zes jaar wordt bekrachtigd of afgewezen. Democratische verkiezingen zijn ondenkbaar zonder controle door de kiezer. Hij moet dan ook de garantie krijgen dat zijn stem correct wordt geregistreerd. Daarom mogen we het debat niet zelfgenoegzaam reduceren tot een eenmalig steekspel tussen voor- en tegenstanders van elektronisch stemmen.

Nu we over bijna volledige wetgevende autonomie beschikken, moeten we de scheidslijnen tussen de partijen overstijgen en naar een ruime consensus streven om de grootst mogelijke transparantie in de verkiezingen en een grondige democratische controle tegen de beste prijs te garanderen.

Hebben we trouwens nog de tijd om elektronische verkiezingen te organiseren met gezonde concurrentie tussen bedrijven? We moeten de fouten van 2014 vermijden, toen bepaalde stemmen geannuleerd werden en resultaten op onofficiële websites verschenen vooraleer ze door de FOD Binnenlandse Zaken definitief verklaard waren.

Als we ons alleen maar buigen over de manier waarop de kiesverrichtingen verlopen, leggen we mijns inziens te weinig ambitie aan de dag.

We moeten er alles aan doen om het huidige systeem, waarbij de verkozenen de verkiezingen goedkeuren, te wijzigen. We hebben dus samen met mevrouw Persoons en mevrouw Maison bij de Federatie Wallonië-Brussel voorstellen tot wijziging van decreet en ordonnantie ingediend en we zijn van plan hetzelfde te doen in het Brussels Gewest, zodat er een einde komt aan deze Belgische bijzonderheid, waarin de gecontroleerde ook de controleur is.

De wetgeving moet evolueren. Zwitserland en Frankrijk hebben de parlementaire goedkeuring vervangen door toezicht van respectievelijk de federale rechtbank en de wetgevende raad.

Ook vinden we het nodig om de directe democratie te verbeteren door het gewicht van de stem bij de verkiezingen zwaarder te laten wegen. Dat kan door de lijst met opvolgers af te voeren en de eerste niet-verkozenen als eerste opvolgers te

décret et d'ordonnance avec Mmes Caroline Persoons et Joëlle Maison à la Fédération Wallonie-Bruxelles et nous avons l'intention de faire de même à la Région, afin de mettre fin à cette particularité belge, pointée par la Cour européenne des droits de l'homme, qui consiste à être à la fois le contrôleur et le contrôlé. Il est en effet très étonnant que le parlement valide lui-même sa propre élection.

Nous devons faire évoluer notre législation. La Suisse et la France ont abandonné le système de contrôle parlementaire au profit, respectivement, du Tribunal fédéral et du Conseil constitutionnel.

De même, nous pensons qu'il est nécessaire d'améliorer la démocratie directe en renforçant le poids du vote de l'électeur dans l'élection, en supprimant définitivement la liste des suppléants et faire en sorte, comme lors du scrutin communal, que les premiers non-élus soient les premiers suppléants.

Dans le même sens, notre parlement pourrait se grandir en se saisissant, hors de tout clivage majorité-opposition, de la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête. D'autres parlements régionaux semblent nous précéder dans cette réflexion et vont jusqu'à proposer une interaction citoyenne avant l'adoption de toute législation.

Soyons ambitieux. Faire reculer l'absentéisme et le vote blanc doit participer de la même ambition.

Enfin, près de vingt ans après avoir octroyé le droit de vote aux Européens, près de dix ans après avoir octroyé le droit de vote aux non-Européens pour les élections communales, on devrait pouvoir aussi ouvrir, au sein de cet hémicycle, la participation des Européens aux élections régionales. Tel est le sens du droit de vote qui va de pair avec le droit d'éligibilité, le droit d'être candidat aux élections.

À notre sens, ce n'est qu'ainsi que nous pourrons à la fois rapprocher les électeurs de leurs élus et rendre confiance aux électeurs.

(Applaudissements sur les bancs du PS et des FDF)

M. le président.- La parole est à M. Loewenstein.

beschouwen.

In dezelfde zin zou het parlement de overdraagbaarheid van de lijststem kunnen afvoeren. Andere gewestelijke parlementen lijken daarin het voortouw te nemen en stellen zelfs voor om nieuwe wetgeving pas goed te keuren na interactie met de burger. Laten we ambitie aan de dag leggen en tegelijkertijd het absentisme en het aantal blanco stemmen terugdringen.

Twintig jaar nadat we Europeanen en tien jaar nadat we niet-Europeanen gemeentelijk stemrecht hebben gegeven, zouden we ook de gewestelijke verkiezingen moeten openstellen voor Europeanen. Dat stemrecht gaat gepaard met het verkiesbaarheidsrecht. Zo kunnen we tegelijkertijd kiezers en verkozenen dichter bij elkaar brengen en het vertrouwen van de kiezer herstellen.

(Applaus bij de PS en het FDF)

De voorzitter.- De heer Loewenstein heeft het woord.

M. Marc Loewenstein (FDF).- Quel système permet le meilleur contrôle en cas de défaillance technique ou de contestation ? Le vote automatisé avec preuve papier utilisé en Flandre et dans deux communes bruxelloises ? Le système de vote par lecture optique ? Faut-il retourner au vote papier ? Quelle est la limite budgétaire acceptable ? Quel est le prix de notre démocratie ? Voilà une série de questions que nous nous posons et pour lesquelles une réponse est aujourd'hui nécessaire.

Le 8 juin dernier encore, chaque groupe politique a pu s'exprimer sur le sujet en commission. À cette occasion, l'on a pu comprendre, comme lors de la question de mon collègue Serge de Patoul en février, que le ministre-président semblait marquer sa préférence au système de vote automatisé avec ticketing par rapport à un retour au vote papier. Il déclarait alors avoir demandé à son administration de se pencher sur les différentes options afin de nous permettre de prendre une décision pour les prochaines élections.

Plus que le retour au vote papier et les conséquences pratiques qui en découlent, la question principale semblait porter sur le modèle financier à privilégier pour l'acquisition d'un système de vote avec preuve papier pour les dix-sept communes n'en disposant pas encore, à savoir l'achat, la location ou le leasing.

Si, en termes de compétence matérielle, le législateur fédéral fixe le système de vote aux élections législatives, européennes et régionales, le législateur régional le fait, quant à lui, pour le vote aux élections communales et provinciales. La proximité des deux prochains scrutins - sept mois - induit que le système choisi pour les élections de 2018 sera également celui utilisé pour le triple scrutin de 2019. C'est la raison pour laquelle une concertation doit avoir lieu entre la Région et l'État fédéral, tant sur le mode de scrutin que sur son financement.

Chaque entité doit pouvoir se projeter financièrement. C'est dès 2016 que les marchés publics doivent être lancés. Or, les budgets 2016, c'est aujourd'hui qu'on les confectionne. Il est donc plus que nécessaire de décider maintenant pour que les communes puissent s'organiser en termes de logistique et que la communication soit optimale pour les citoyens.

De heer Marc Loewenstein (FDF) *(in het Frans).*- Welk systeem biedt de beste controlemogelijkheden in geval van een technisch defect of een betwisting: een geautomatiseerde stemming met een papieren bewijsstuk, een systeem op basis van optische lezing of papieren stembiljetten? Welk bedrag zijn we bereid voor dat systeem uit te geven? Wat is de prijs van onze democratie?

Op 8 juni 2015 heeft elke politieke fractie zich in commissie over die vragen kunnen uitspreken. De voorkeur van de minister-president leek uit te gaan naar een elektronisch stelsysteem met een bewijsstuk op papier, maar hij had de administratie gevraagd om alle opties te onderzoeken.

Het debat leek niet zozeer te gaan over een eventuele terugkeer naar papieren stembiljetten en de praktische gevolgen daarvan, maar eerder over de financieringsmogelijkheden (aankoop, huur of leasing) voor de uitbreiding van het stelsysteem met papieren ticket tot de overige zeventien gemeenten.

De federale wetgever bepaalt het stelsysteem voor de Europese, nationale en gewestelijke parlementsverkiezingen, de gewestelijke wetgever het stelsysteem voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen. Aangezien er slechts zeven maanden tussen de twee volgende verkiezingen ligt, zal het systeem voor de verkiezingen van 2018 logischerwijs ook voor de drievoudige verkiezingen in 2019 worden gebruikt, wat overleg vraagt tussen het gewest en de federale overheid, zowel over het stelsysteem als over de financiering ervan.

De gewesten en de federale overheid moeten weten waar ze financieel aan toe zijn. Bovendien moeten de overheidsopdrachten in 2016 worden uitgeschreven. Het is dus hoog tijd om een beslissing te nemen, zodat de gemeenten zich kunnen voorbereiden en een goede communicatie ten aanzien van de burgers kunnen organiseren.

Dat is ook de boodschap van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (VSGB), die de Brusselse regering en de federale overheid heeft gevraagd om zonder dralen de verkiezingen van 2018 en 2019 te organiseren, in overleg met de gemeenten.

C'est d'ailleurs aussi le sens du message du conseil d'administration de l'Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB), qui a demandé au gouvernement bruxellois et à l'État fédéral, en concertation avec les communes, d'organiser sans attendre les scrutins de 2018 et de 2019.

Outre les questions de transparence et de fiabilité du système qui peuvent être rencontrées en tenant compte des recommandations émises par le collège d'experts - visant notamment la formation, le contrôle et la qualité des codes sources -, la question du coût et du financement est centrale.

En faisant la synthèse de diverses questions écrites sur le coût des différents modes de vote, on peut en gros évaluer :

- le coût du vote automatisé à 2,60 euros par électeur, auxquels il faut ajouter 2 euros de coût d'investissement sur 10 ans ;

- le coût du vote papier à 1,60 euro par électeur ;

- le coût du vote avec lecture optique à 2,50 euros par électeur.

Quant au vote électronique avec preuve papier, en réponse à mon interpellation du mois de juin, le ministre-président évoquait deux modes d'acquisition du matériel :

- l'achat, évalué à 9 millions d'euros, ou 7,2 millions d'euros si l'État fédéral intervient à hauteur de 20% ;

- la location, évaluée à 6 millions d'euros, ou 4,8 millions d'euros en cas d'intervention de l'État fédéral. Outre ce coût d'investissement, j'espère que le parlement pourra disposer de l'évaluation du système à Saint-Gilles et Woluwe-Saint-Pierre. Cette évaluation demandée aujourd'hui par le groupe PS a été promise en juin par le ministre-président, justement pour cette rentrée parlementaire.

Quel système de vote a-t-il notre préférence ? Certains dans cette enceinte défendent, comme les Wallons l'ont fait, le retour au vote papier. Ce n'est pas le premier choix des FDF. Pourquoi ? Parce que les conséquences d'un tel retour, après 21 ans de vote électronique, sont considérables. Je pense

Naast de transparantie en de betrouwbaarheid van het systeem staan ook de kostprijs en de financiering centraal.

Uit diverse schriftelijke vragen kan men afleiden dat de kostprijs grosso modo 2,60 euro per kiezer bedraagt voor het elektronisch stelsysteem, vermeerderd met een investeringskost van 2 euro gedurende tien jaar, 1,60 euro voor het papieren systeem en 2,50 euro voor een systeem met optische lezing.

Voor het elektronisch systeem met ticket haalde de minister-president in juni twee mogelijkheden aan: de aankoop van de apparatuur, waarvan de kostprijs op 9 miljoen euro wordt geraamd of op 7,2 miljoen euro als de federale overheid 20% op zich neemt, ofwel de huur van de apparatuur, waarvan de kostprijs op 6 miljoen euro wordt geraamd of op 4,8 miljoen euro als de federale overheid bijspringt.

Ik hoop dat het parlement snel de evaluatie van het systeem in Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe zal ontvangen. De minister-president had ons die tegen het einde van het reces beloofd.

Een aantal verkozenen in dit halfroond pleit voor een terugkeer naar de papieren stembiljetten, zoals in Wallonië. Dat is niet de eerste keuze van het FDF. De terugkeer naar dat systeem, na 21 jaar elektronisch stemmen, heeft immers tal van praktische gevolgen, zoals de opleiding van het gemeentepersoneel en de voorzitters en bijzitters, de nood aan extra lokalen en nieuwe stembussen en stemhokjes, het feit dat de verrichtingen langer zullen duren en de stembureaus langer zullen moeten openblijven en de mobilisatie van meer burgers om de stemmen te tellen.

De resultaten zullen voorts minder snel bekend zijn dan vandaag. Een universitaire studie benadrukt bovendien dat het papieren systeem vatbaar is voor fraude, omdat bepaalde stemmen onduidelijk zijn en omdat er afspraken kunnen worden gemaakt tussen tellers en getuigen.

Het huidige elektronische systeem is verouderd, maar een terugkeer naar papieren stembiljetten lijkt ons geen aanvaardbare oplossing voor een gewest als Brussel, dat zich als een smart city wil profileren.

notamment :

- aux formations nécessaires, tant pour le personnel communal que pour les présidents et assesseurs des bureaux de vote et des bureaux de dépouillement ;
- aux locaux supplémentaires pour le vote et le dépouillement ;
- aux urnes et nouveaux isolements pour les bureaux de vote ;
- à la taille des bulletins de vote ;
- au temps que les opérations vont prendre ;
- aux heures d'ouverture plus tardives des bureaux de vote ;
- au transport des urnes du bureau de vote au bureau de dépouillement ;
- au nombre d'assesseurs à mobiliser, de surcroît lors de scrutins multiples (comme en 2019) ;
- à notre capacité de trouver, au vu du faible montant des jetons de présence, suffisamment de citoyens prêts à dépouiller les votes.

Il ressort en ce sens d'une étude universitaire réalisée par un consortium d'universités belges que le vote papier est moins coûteux, pour autant que la main-d'œuvre soit bon marché.

Par ailleurs, les résultats des élections ne seront plus connus rapidement comme aujourd'hui. Enfin, cette même étude universitaire souligne, malgré le courant dominant vantant la transparence des opérations, que le vote sur papier est sensible à la fraude, notamment en raison des votes imprécis et des petits accords entre dépouilleurs et témoins.

D'une part, le système actuel de vote électronique est obsolète, et d'autre part, il semble condamné à la suite du bug de 2014 et de la perte de confiance qu'il a, à juste titre, suscité. Pourtant, dans une Région comme Bruxelles, qui veut faire partie du club des smart cities, il nous paraît difficile d'envisager le retour au vote papier.

Vous l'aurez compris, chers collègues, le choix des FDF se porte en priorité sur le vote électronique avec preuve papier. Moyennant certaines

Het FDF pleit daarom voor een elektronisch systeem met papieren bewijsstuk, dat de voordelen van beide systemen combineert en het meest geschikt is om het vertrouwen van de burger te herstellen.

Dat systeem moet volgens ons wel aan de volgende voorwaarden voldoen:

- de uitslag moet door de burger kunnen worden gecontroleerd;*
- de broncode van de software moet worden bekendgemaakt;*
- de uitslag moet worden bekrachtigd door onafhankelijke instanties en niet door politieke assemblees;*
- de aanbevelingen van de Raad van Europa van 30 september 2004 en van het deskundigencollege moeten worden gevolgd;*
- de federale overheid en het gewest moeten de gemeenten financieel steunen.*

Er moeten nog heel wat knopen worden doorgemaakt. Voor het FDF moeten die keuzes vandaag worden gemaakt. We moeten het heft zelf in handen nemen en vermijden dat er in onze plaats wordt beslist.

(Applaus bij het FDF)

conditions, il s'agit, selon nous, d'une solution qui allie à la fois la performance du vote électronique et la préservation de la garantie démocratique qu'offre théoriquement le vote papier. C'est le système le plus à même de rétablir la confiance avec le citoyen, qui est un objectif fondamental.

Pour aller dans ce sens, nos conditions pour la mise en place de ce système de vote automatisé avec preuve papier sont les suivantes :

- le résultat des élections doit être contrôlable par le citoyen ;

- le code source du logiciel utilisé par les stations de vote et par les stations de dépouillement doit être publié ;

- la validation des scrutins en aval doit être faite, comme l'a rappelé mon collègue Emmanuel De Bock, par des instances indépendantes et non par des assemblées politiques ;

- il faut un suivi des recommandations adoptées par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 30 septembre 2004, ainsi que celles du collège d'experts ;

- enfin, condition importante, il faut un soutien financier de l'État fédéral et de la Région aux communes qui ne peuvent endosser seules les coûts d'élections qui débordent le seul cadre local.

Plusieurs questions relatives à la méthodologie, au calendrier, au soutien financier de la Région et du pouvoir fédéral aux communes, ainsi qu'à la concertation avec le niveau fédéral, sont encore en suspens.

Pour les FDF, c'est dès maintenant que les choix doivent être opérés. Il ne faut pas que le système soit finalement celui choisi par défaut. Il faut trancher nous-mêmes et ne pas laisser le temps trancher à notre place.

(Applaudissements sur les bancs des FDF)

M. le président.- La parole est à Mme de Grootte.

Mme Julie de Grootte (cdH).- C'est un paradoxe que de commencer notre année parlementaire avec

De voorzitter.- Mevrouw de Grootte heeft het woord.

Mevrouw Julie de Grootte (cdH) *(in het Frans).*- *Het Brussels Gewest wil graag een hedendaags en*

une interrogation, aussi légitime et avérée soit elle, sur le vote électronique. C'est un paradoxe parce que notre Région veut résolument s'inscrire dans le projet d'une ville moderne, informatisée et connectée, d'une smart city. Vous-même, M. le président, avez ouvert notre rentrée parlementaire en parlant du renouveau démocratique de notre assemblée. Celui-ci passe nécessairement par un rythme et des moyens de communication avec les citoyens plus en phase avec les nouvelles technologies. Vous avez donné des exemples en ce sens.

Bien sûr, la démocratie ne se limite pas au vote. D'autres réformes sont essentielles, comme celles relatives à l'effet dévolutif de la case de tête, à la suppléance ou au droit de pétition.

Ne semble-t-il dès lors pas paradoxal - presque ringard - de vouloir revenir à l'ère du papier ? N'est-ce pas aller à contresens de l'Histoire ? Mais il y a un "pourtant" qui nous réunit aujourd'hui. Et les questions que mes collègues ont posées avant moi ont montré à suffisance que le vote électronique n'entraîne pas l'adhésion impérative pour que le citoyen exerce en confiance ce qui est la clé de voûte de notre démocratie représentative.

Il faudra trancher ces questions rapidement. Nous avons déjà eu un premier débat à ce sujet en Commission des affaires générales le 8 juin dernier et nous devons nous revoir pour auditionner certains experts.

(M. Fouad Ahidar, premier vice-président, prend place au fauteuil présidentiel)

M. le président, confirmez-vous la tenue de cette réunion, qui était prévue pour début octobre ? Quel calendrier comptez-vous adopter ? L'important, pour mon groupe, est de dégager rapidement un large consensus dépassant les clivages entre la majorité et l'opposition.

En Wallonie, le Parlement wallon a adopté le 3 juin dernier une résolution demandant l'abandon du vote électronique. Nous devrions, de notre côté, terminer nos travaux avant la fin de l'année pour que les communes, la Région et le niveau fédéral puissent anticiper à temps les élections de 2018 et 2019.

geïnformatiseerd stadsgewest zijn, een 'smart city'. Het is dan ook enigszins eigenaardig dat het parlementaire jaar wordt aangevat met een debat waarin het elektronisch stemmen in vraag wordt gesteld. De voorzitter sprak over de democratische vernieuwing van het parlement. Dat kan niet anders dan via communicatiemiddelen die aansluiten bij de nieuwe technologie, zoals uit uw voorbeelden bleek.

De democratie beperkt zich uiteraard niet tot de verkiezingen. Ook andere hervormingen, onder meer in verband met de overdraagbaarheid van de lijststem, de opvolging en het recht om een verzoekschrift in te dienen, zijn noodzakelijk. Lijkt het dan geen paradox om terug te keren naar het papieren tijdperk?

Toch blijkt uit de vragen van mijn collega's dat de burger niet meer vertrouwen heeft in elektronisch stemmen dan in stemmen op papier. Een eerste debat vond plaats in de commissie voor de Algemene Zaken van 8 juni jongstleden. In de volgende vergadering is er een hoorzitting met een aantal experts gepland.

(De heer Fouad Ahidar, eerste ondervoorzitter, treedt als voorzitter op)

Kunt u bevestigen dat deze commissievergadering begin oktober zal plaatsvinden? Hoe ziet de planning eruit? De cdH-fractie wil snel tot een ruime consensus komen. Het parlement zou deze werkzaamheden tegen het einde van het jaar moeten afronden, zodat de gemeenten, het gewest en de federale overheid kunnen anticiperen op de verkiezingen van 2018 en 2019.

Kunnen we ons voorstellen dat we in 2018 en 2019 niet elektronisch zullen stemmen? We riskeren dan een andere weg in te slaan dan de federale overheid. De kiezer zou er geen touw aan kunnen vastknopen, want de federale wetgever is bevoegd voor de organisatie van de federale, gewestelijke en Europese verkiezingen van 2019, terwijl het Brussels Gewest de gemeenteraadsverkiezingen van 2018 organiseert.

We moeten de verkiezingen allemaal samen aanpakken. Het zou niet goed zijn om de verkiezingen van 2019 anders te organiseren dan

Dans la foulée de mon interpellation, jointe à celle de M. Loewenstein, en commission du 8 juin 2015, je souhaiterais vous poser, au nom de mon groupe, une série de questions.

Peut-on imaginer un mode de scrutin différent en 2018 et 2019 ? On risque en effet d'avoir de grandes déclarations matamoresques au niveau de la Région et une autre dynamique au niveau fédéral. Cela créerait une incompréhension totale pour l'électeur. Or, le législateur fédéral a la compétence d'organiser les élections fédérales, régionales et européennes de 2019, tandis que pour les élections communales de 2018, la compétence de la Région est pleine et entière.

Nous devons évidemment avancer sur l'ensemble des élections, avoir un mode de scrutin différent à une année d'intervalle ne serait ni fonctionnel sur le plan pratique, ni démocratique car cela introduirait une plus grande confusion encore chez l'électeur. On ne peut imaginer une commune adopter le vote papier en 2018 et le vote électronique en 2019, ni deux modes de scrutins électroniques différents.

Je ne sais pas si l'idée était de s'adresser au gouvernement, mais c'est à lui que je m'adresse. Monsieur le ministre, quels sont les contacts et la concertation que vous avez eus avec le SPF Intérieur à ce sujet ? Quand comptez-vous obtenir une réponse de l'État fédéral ? Cette question a déjà été posée par Marc Loewenstein, d'autres collègues et moi-même lors de la réunion de juin dernier. C'est essentiel. Nous n'allons pas avoir deux élections différentes en 2018 et en 2019. Ici, nous pouvons exercer notre compétence pleine et entière, mais elle doit s'articuler un minimum avec le niveau fédéral.

La question de la légitimité du vote électronique, avant tout basée sur la confiance que le citoyen place dans ce mode de scrutin, est posée. La confiance est au cœur même de la démocratie. De ce point de vue, la résolution du Parlement wallon est unanime. Il y a rupture de confiance vis-à-vis du vote électronique, aggravée par les incidents (bugs) électoraux que nous avons connus. Cette défiance ne se limite pas à notre territoire francophone. La Commission européenne pour la démocratie par le droit, dite Commission de Venise, a émis des recommandations invitant à abandonner le vote électronique.

die van 2018. Ten eerste is dat niet praktisch, ten tweede is het niet bevorderlijk voor de democratie omdat het verwarrend is voor de kiezers.

Heeft er overleg plaatsgevonden met de FOD Binnenlandse Zaken? Wanneer verwacht u een antwoord van de federale overheid? Het Brussels Gewest is weliswaar volledig bevoegd om de verkiezingen van 2019 te organiseren, maar enig overleg met de federale overheid is noodzakelijk.

De keuze om al dan niet elektronisch te stemmen, hangt in de eerste plaats af van het vertrouwen van de burger in het systeem. Het Waals Parlement nam daarover unaniem een resolutie aan. Als gevolg van computerproblemen is het vertrouwen in elektronisch stemmen aangetast, en niet alleen op het Franstalige grondgebied. Ook de Europese Commissie voor Democratie door Recht heeft aanbevelingen gedaan om het elektronisch stemmen af te voeren.

In Nederland en Duitsland, waar elektronisch werd gestemd, heeft men het systeem al opgegeven. Onze collega van de N-VA beweert dat Nederland nu op die beslissing terugkomt. Het zou interessant zijn om de mening van experts uit die landen te horen.

In andere landen wordt momenteel een debat over elektronisch stemmen gevoerd. Mijn fractie is echter niet zo stellig gekant tegen elektronisch stemmen als onze Waalse collega's, die radicaal tegen het systeem zijn.

Er zijn in Brussel immers twee grote verschillen met de verkiezingen in Wallonië. Ten eerste zouden Brusselse stemformulieren enorm groot zijn. Ten tweede hebben we in Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Gillis een proefproject gevoerd inzake elektronisch stemmen met bevestiging van de stem op een ticket. Met zo'n systeem komen we tegemoet aan de kritiek dat elektronisch stemmen niet transparant is.

Toch zijn er nog twee bezwaren tegen zo'n werkwijze, namelijk de kostprijs en het computersysteem, dat eigenlijk slechts door één bedrijf geleverd kan worden. Sommigen willen die kritiek pareren door een opensourcesysteem te gebruiken. Heeft de administratie die mogelijkheid overwogen? Kwam het idee aan bod in de studie die de plaatselijke besturen lieten uitvoeren?

Certains pays voisins, comme les Pays-Bas et l'Allemagne, abandonnent aussi le vote électronique, qu'ils avaient pourtant adopté. J'ai cependant entendu notre collègue N-VA dire que les Pays-Bas revenaient sur cet abandon. Il serait donc intéressant d'entendre des experts de ces pays ayant opté pour le vote électronique avant de l'abandonner, puis d'y revenir.

D'autres, comme la Grande-Bretagne, l'Italie, la Finlande et la Norvège débattent comme nous à ce sujet actuellement. Toutefois, mon groupe ne sera pas aussi catégorique que nos collègues wallons en la matière, ceux-ci étant radicalement opposés au vote électronique.

Deux différences de taille avec le vote wallon sont en effet à pointer. La première se révèle très pragmatique : la taille des bulletins en Région bruxelloise rend fort peu aisée la manipulation du bulletin papier. M. Bruno De Lille a montré tout à l'heure la taille des bulletins. En rédigeant cette intervention, je me rappelais de la difficulté rencontrée par l'électeur pour trouver sur le bulletin papier le nom du candidat de son choix !

La deuxième différence réside évidemment dans l'expérience du vote électronique avec ticket, qui s'est très positivement déroulée dans les communes de Woluwe-Saint-Pierre et de Saint-Gilles, malgré un coût important. La Région wallonne n'a pas connu cette expérience. Or, cette option répond pourtant partiellement à la critique d'opacité qui sous-tend la défiance du citoyen. Grâce au ticket, ce dernier peut en effet vérifier si son vote a bien été enregistré.

Il reste toutefois une double critique : le coût et le système informatique retenu, dont le marché est réservé à quelques initiés, voire à une seule entreprise. Pour répondre à cette critique, certains avancent la possibilité d'un système "open source". Le code informatique serait dès lors librement accessible. Dès le moment où le système peut être téléchargé, il peut être installé et testé par toute personne avertie. Cet éventuel recours à un système "open source" a-t-il été examiné par votre administration ? Fait-il partie de l'étude que les pouvoirs locaux ont transmise à l'administration ?

Confirmez-vous qu'en ce qui concerne les trois hypothèses existantes - vote électronique tel que pratiqué dans dix-sept communes, vote électronique

Bevestigd u dat van de drie voorgestelde mogelijkheden het elektronisch stemmen zonder bewijs wordt afgevoerd, omdat het computermaterieel verouderd is? Dan hebben we nog de keuze tussen papier en elektronisch stemmen met bewijs.

In de commissie toonden de regering en minister-president Vervoort in het bijzonder zich bereid om de mogelijkheid van elektronisch stemmen met een stembewijs verder te onderzoeken. Dat is niet het standpunt dat de heer Magnette in de commissie van het Waals Parlement verdedigde.

Als we een systeem van elektronisch stemmen met een stembewijs overwegen, is de kostprijs een belangrijke factor. In de Waalse resolutie is er sprake van 1,37 euro per kiezer bij elektronisch stemmen, tegen 10 cent voor stemmen op papier. De heer Vervoort preciseerde dat elektronisch stemmen in Brussel nog duurder is.

Hij zei dat er drie mogelijkheden zijn: ofwel worden de stemcomputers gekocht, gehuurd, of geleased. Voor de laatste optie voelde hij echter niets. De aankoop zou 7 tot 9 miljoen euro kosten, afhankelijk van de vraag of de federale overheid een duik in het zakje doet. Huren zou 4,8 tot 6 miljoen kosten.

Kunt u klaarheid scheppen over deze cijfers? Het was immers niet duidelijk of de huurprijs van 4,8 miljoen voor één of voor twee verkiezingen is.

Hoe wordt trouwens de prijs van het elektronisch stemmen met een stembewijs berekend? Er werd uitgegaan van een kostprijs van 700.000 euro, verdeeld over iets meer dan 50.000 kiezers, wat neerkomt op 12 tot 13 euro per stem. Klopt die berekening nog als we het systeem uitbreiden naar alle gemeenten?

Het debat moet in het parlement gevoerd worden, niet alleen in de regering. Het vertrouwen tussen de burger en de instellingen beperkt zich niet tot de manier waarop het stemmen wordt georganiseerd, maar de stembusgang is wel het uitgangspunt van ons democratisch stelsel.

(Applaus bij het cdH, de Open Vld, de sp.a, de PS en het FDF)

avec ticket et vote papier -, il faut abandonner l'option du vote électronique pur et simple pour cause d'obsolescence du matériel, qu'il faudrait dès lors remplacer et multiplier, étant donné le boom démographique ? Je pense qu'en la matière, nous sommes d'accord. Par conséquent, il resterait soit l'option papier, soit l'option électronique avec ticket.

En commission, le gouvernement, et M. Vervoort en particulier, s'est montré ouvert à examiner plus avant l'option du vote électronique avec ticket. Confirmez-vous cela ? Ce n'est en effet pas exactement la même posture que celle adoptée par M. Magnette en commission du Parlement wallon.

Dans l'hypothèse du vote électronique avec ticket, la question du coût est centrale. Nous avons beaucoup parlé de coûts en commission, car il s'agit d'un paramètre essentiel à prendre en considération. Alors que la résolution wallonne parle d'un coût d'1,37 euro par personne pour le vote électronique, contre 10 centimes pour le vote papier, M. Vervoort avait indiqué en commission qu'à Bruxelles, le vote électronique coûterait plus qu'1,37 euros par électeur, compte tenu de l'exiguïté du territoire.

Il a ainsi distingué trois hypothèses : l'achat, la location ou le leasing des machines, mais n'a pas retenu cette dernière option. Pour ce qui est de l'achat, le coût oscillerait entre 7 et 9 millions d'euros selon l'intervention ou non du niveau fédéral. Concernant la location, le coût reviendrait à 6 millions d'euros sans intervention du niveau fédéral et à 4,8 millions avec celle-ci, et serait fonction de la durée de l'amortissement.

M. le ministre, avez-vous pu préciser ces informations ? En effet, concernant les 4,8 millions d'euros liés à la location, il y a eu un moment de flottement : on ne savait pas très bien si ce chiffre était à entendre par élection ou s'il était amorti sur les deux élections. Cette question est essentielle.

Par ailleurs, comment se fait le calcul des votes électroniques par ticket ? L'hypothèse de 700.000 euros répartis sur un peu plus de 50.000 électeurs a été avancée, ce qui revient à 12 ou 13 euros par vote. Ce calcul se vérifie-t-il si l'expérience est élargie à l'ensemble des communes ?

Ce débat à venir doit se tenir dans notre enceinte, et

pas seulement au sein du gouvernement. La confiance entre le citoyen et les institutions ne se résume pas à la question du vote électronique ou papier, mais c'est le point de départ de notre démocratie représentative.

À ce titre, la réponse que nous y donnerons est un moment clé pour retisser ce lien de confiance.

(Applaudissements sur les bancs du cdH, de l'Open Vld, du sp.a, du PS et des FDF)

M. le président. - La parole est à Mme Genot.

Mme Zoé Genot (Ecolo). - À la suite des dernières négociations institutionnelles, Bruxelles s'est dotée de l'autonomie constitutive. Nous n'étions, alors, pas peu fiers que notre Région organise la première sa rentrée parlementaire la troisième semaine de septembre. Pourtant M. Vervoort ne s'y est pas trompé : ce n'est pas une rentrée et il a préféré aller à Milan plutôt que de venir dans ce parlement.

Certes, le parlement a entamé son travail et des commissions ont lieu, mais nous espérons que l'autonomie constitutive serait un véritable outil. Or, force est de constater que ceux qui estiment que la Région bruxelloise n'est pas capable d'utiliser certains outils doivent se réjouir.

Que nous propose-t-on ? Nous espérons un débat sur les projets de rentrée et les initiatives de la Région bruxelloise cette année, mais nous assistons à un simulacre de débat sur le vote électronique. J'aurais pu porter mon nez rouge pour ce faux débat ! On nous rétorque que les ministres ne sont pas encore prêts pour la rentrée. Pourtant, ils étaient tous prêts devant la presse pour expliquer leurs futurs projets de l'année ! Mais ils ne peuvent venir devant le parlement débattre des moyens d'améliorer la vie des Bruxellois. Soudain, il n'y a plus personne. Certains préfèrent même aller à Milan, où c'est beaucoup plus drôle !

(Applaudissements sur les bancs de Groen et d'Ecolo)

Le vote électronique est pourtant un vrai sujet de débat. Nous avons d'ailleurs déposé une proposition de résolution avec ma collègue Barbara Trachte et nous demandons qu'elle soit débattue en commission depuis des mois. Des auditions

De voorzitter. - Mevrouw Genot heeft het woord.

Mevrouw Zoé Genot (Ecolo) *(in het Frans).* - *Ten gevolge van de laatste institutionele onderhandelingen kreeg het Brussels Gewest constitutieve autonomie, waardoor we de start van het parlementaire jaar konden vervroegen naar de derde week van september. Toch ging de heer Vervoort vandaag liever naar Milaan.*

Het parlement heeft zijn werkzaamheden weliswaar hervat en er hebben commissievergaderingen plaatsgevonden, maar we hoopten dat de constitutieve autonomie nuttig zou blijken. Wie beweert dat het gewest niet in staat zou zijn om zijn eigen boontjes te doppen, blijkt nu dus gelijk te krijgen.

We hoopten op een debat over de nieuwe projecten en initiatieven van het gewest, maar krijgen een schijndebat over elektronisch stemmen voorgeschoteld. De ministers zouden nog niet klaar zijn om met hun projecten naar het parlement te komen, maar ze konden ze wel al aan de pers voorstellen!

(Applaus bij Groen en Ecolo)

Toch is het elektronisch stemmen een echt debat waard. De stembusgang is immers de hoeksteen van de democratie. Mevrouw Trachte en ik dienden maanden geleden al een voorstel van resolutie in om de kwestie te bespreken in de commissie. Begin oktober zijn er hoorzittingen met deskundigen gepland. Wat voor zin heeft het om nu een debat te organiseren, pas daarna deskundigen te horen en tot slot de teksten te bespreken?

We zullen dit debat dan ook op het gepaste moment houden, namelijk in de commissie, nadat

d'experts sont prévues début octobre en commission. À quoi cela rime-t-il d'organiser un débat, d'auditionner les experts et puis de discuter des textes ? Tout est fait à l'envers ! C'est une perte de temps et une façon de travailler irrespectueuse des personnes convoquées.

Le vote est la clé de voûte de la démocratie. C'est le moment où les citoyens confient à certains élus leurs prérogatives. Ce débat est donc important. Le vote doit être contrôlé par les citoyens pour assurer leur confiance. Nous devons tout faire pour remettre la démocratie dans leurs mains.

Nous tiendrons ce débat au moment opportun, c'est-à-dire en commission, quand nous débattons sur de vrais textes après avoir entendu les experts et pas en faisant du spectacle en séance plénière, tant de la part de ceux qui se sont tus au Bureau que de ceux qui font de la représentation de rentrée parlementaire.

Quand on sait ce que coûte une séance plénière, ce qui se passe aujourd'hui est indécent !

(Applaudissements sur les bancs de Groen et d'Ecolo)

M. le président.- La parole est à Mme Grouwels.

Mme Brigitte Grouwels (CD&V) *(en néerlandais).*- *Il eût peut-être été préférable d'entendre aujourd'hui le gouvernement parler de ses intentions pour l'année prochaine. Le contrôle du gouvernement est en effet une mission du parlement. Mais aujourd'hui, c'est son autre fonction qui est mise en avant. Le parlement est le vrai pouvoir législatif en Région de Bruxelles-Capitale et il peut mener des débats de société pertinents sur des thèmes qu'il estime essentiels à l'amélioration du système démocratique. C'est même notre mission la plus importante.*

Réfléchir à la manière de voter est l'un des aspects les plus importants de l'organisation du système démocratique et c'est un bon moment pour le faire. Les prochaines élections communales auront lieu en 2018 et les prochaines élections régionales en 2019. Il est temps que nous trouvions une réponse aux défis auxquels nous sommes confrontés.

we de deskundigen hebben gehoord, en op basis van behoorlijke teksten. We weigeren deel te nemen aan deze schijnvertoning in de plenaire vergadering, die bovendien handenvol geld kost.

(Applaus bij Groen en Ecolo)

De voorzitter.- Mevrouw Grouwels heeft het woord.

Mevrouw Brigitte Grouwels (CD&V).- Het was misschien te verkiezen dat we de regering vandaag hadden kunnen horen over haar intenties voor het volgende jaar. Het is namelijk de opdracht van het parlement om de regering te controleren. Omdat we vandaag iets anders doen, wordt de andere functie van het parlement extra benadrukt. Het parlement is eigenlijk de echte wetgevende macht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het heeft de mogelijkheid om zelf initiatieven te nemen en maatschappelijk relevante debatten te voeren over thema's die het essentieel vindt voor de verbetering van het democratische systeem. Dat is zelfs onze belangrijkste opdracht.

In dat opzicht vind ik het debat van vandaag wel relevant. Nadenken over hoe er gestemd moet worden is immers een van de belangrijkste aspecten van de organisatie van het democratische systeem. Het is een goed moment om dit debat te voeren. De volgende gemeenteraadsverkiezingen

Aujourd'hui, nous avons une discussion difficile et sensible sur le système de vote. Les problèmes de logiciel survenus lors des élections régionales du 25 mai 2014 ont ébranlé la confiance dans le système. Après ces événements, le CD&V a pesé le pour et le contre du vote électronique.

Parmi les arguments qui plaident en faveur du vote électronique figurent la rapidité de la diffusion des résultats, l'impossibilité d'émettre un vote non valable et la possibilité de laisser les bureaux de vote ouverts plus longtemps qu'avec le vote papier.

Par contre, il est possible que des problèmes informatiques surviennent, comme en 2014. Ce système comporte en outre une certaine incertitude pour l'électeur, qui ne peut pas contrôler si sa voix a bien été enregistrée. Le vote électronique est par ailleurs plus coûteux que le vote papier.

À côté de ces raisons objectives, il y a aussi des facteurs subjectifs. Certains craignent que les électeurs plus âgés ne soient effrayés par le vote électronique. D'autres estiment que ce dernier est plus pratique lors d'élections simultanées pour plusieurs niveaux de pouvoir, ce qui est toujours le cas à Bruxelles. Il évite en effet que les électeurs ne soient submergés par une montagne de papiers.

En fin de compte, le CD&V penche en faveur du vote électronique et plaide pour une adaptation du système actuel, notamment par la délivrance d'une preuve papier du vote, comme cela se fait en Flandre et comme cela a été testé dans deux communes bruxelloises.

À la suite des problèmes de logiciel de l'an dernier, ce n'est pas le principe du vote électronique qui doit être remis en question, mais le matériel informatique utilisé. Pour éviter que le fiasco de 2014 ne se reproduise, les ordinateurs de vote, qui datent de la préhistoire numérique, doivent être remplacés.

J'espère que nous parviendrons à un consensus. Nous attendons avec impatience les auditions annoncées et nous comptons sur un dialogue constructif. Le CD&V suivra ce débat avec ouverture, bien que notre préférence soit connue.

(Applaudissements sur les bancs du CD&V, du cdH, du PS et de l'Open Vld)

zijn in 2018 en in 2019 vinden de gewestverkiezingen plaats. Het wordt dringend tijd dat we een goed antwoord vinden op de uitdagingen waarmee we worden geconfronteerd.

Vandaag voeren we een moeilijke en gevoelige discussie over het stelsysteem. Ik herinner u aan de softwareproblemen die zich voordeden bij de gewestverkiezingen van 25 mei 2014. Die liggen bij iedereen nog vers in het geheugen. Dagenlang bleven we in het ongewisse over de exacte uitslag van de verkiezingen. Dat heeft het vertrouwen in het systeem aangetast. Het was een pijnlijke en onaanvaardbare situatie voor de hoofdstad van Europa. De CD&V heeft dan ook een grondige discussie gevoerd over de toekomst van het elektronische stemmen. Willen we doorgaan met elektronisch stemmen of gaan we terug naar potlood en papier? Daarover gaat dit debat.

We hebben de pro's en contra's van elektronisch stemmen grondig afgewogen. Als argument voor elektronisch stemmen denk ik ten eerste aan de snelheid. De resultaten zijn immers al na enkele uren bekend. Ten tweede kan er met een elektronisch systeem niet ongeldig worden gestemd. Ten derde kunnen de stemlokalen langer openblijven dan bij een stemming met potlood en papier. Dat maakt het de kiezers gemakkelijker.

Contra's zijn er echter ook. Er kunnen zich computerbugs voordoen, zoals we in 2014 helaas hebben meegemaakt. Er is enige onzekerheid voor de kiezer zelf, die niet goed kan controleren of zijn stem wel correct werd geregistreerd. Stemmen op computer is ook iets duurder dan stemmen met potlood en papier.

Naast die objectieve redenen zijn er ook subjectieve factoren. Sommigen vrezen dat oudere kiezers afgeschrikt worden door het stemmen op een computer. Anderen vinden het handiger om te stemmen op computer bij gelijktijdige verkiezingen voor verschillende beleidsniveaus, wat hier in Brussel altijd het geval is. Vlamingen in het Brussels Gewest stemmen bij gewestverkiezingen bijvoorbeeld niet alleen voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, maar kiezen gelijktijdig hun vertegenwoordigers in het Vlaams en het Europees Parlement. Franstaligen kiezen bij gewestverkiezingen ook hun vertegenwoordigers voor het Europees Parlement. Bovendien vinden er soms ook tegelijkertijd

verkiezingen plaats voor de federale Kamer van Volksvertegenwoordigers. Stemmen met potlood en papier zou ertoe leiden dat kiezers met een stapel papieren met afmetingen die de heer De Lille heeft getoond, naar het stemhokje moeten trekken. Door elektronisch te stemmen vermijden we dat de kiezers door een berg paperassen worden overstelpt.

Uiteindelijk geeft de CD&V de voorkeur aan elektronisch stemmen. We pleiten echter wel voor een aanpassing van het huidige systeem. We denken onder meer aan het afgeven van een papieren bewijsstuk na de elektronische stemming. Het gaat eigenlijk om een soort van kasticket dat al enige tijd in Vlaanderen wordt gebruikt en waarmee ook al in twee gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gewerkt naar aanleiding van een proefproject.

Na de softwareproblemen van vorig jaar moeten niet zozeer bij het principe van elektronisch stemmen zelf vraagtekens worden geplaatst, maar wel bij het gebruikte computermateriaal. Het dateert nog grotendeels uit de digitale oertijd, meer bepaald uit 1994, en is dan ook volledig verouderd. De CD&V dringt aan op de vernieuwing van de stemcomputers, omdat een herhaling van het technische fiasco van 2014 volslagen uit den boze is. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest promoot zich steeds vaker als een 'smart city'. Het is dus niet meer dan normaal dat we ook 'smart' zijn tijdens de hoogmis van de democratie.

Ik hoop dat we erin slagen een consensus te bereiken over deze problematiek. We kijken uit naar de aangekondigde hoorzittingen en rekenen op een constructieve dialoog over de partijgrenzen heen. De CD&V zal dit debat met open vizier voeren, ook al is onze voorkeur bekend.

(Applaus bij de CD&V, het cdH, de PS en de Open Vld)

M. le président.- La parole est à M. Van Damme.

M. Jef Van Damme (sp.a) *(en néerlandais)*.- Dans ce débat, c'est le principe qui est primordial. Nous voulons que la démocratie fonctionne de manière optimale et qu'il n'y ait aucun doute quant à la

De voorzitter.- De heer Van Damme heeft het woord.

De heer Jef Van Damme (sp.a).- Er is over dit onderwerp al heel veel gezegd. Ik zal niet alles herhalen wat al uitvoerig werd uitgelegd. De voor- en nadelen van elektronisch stemmen kwamen al

légitimité du système de vote. Comme l'a dit Mme Désir, la question est de savoir si les gens ont confiance dans le système et si nous pouvons tous le défendre.

Les avantages et inconvénients des différentes options ont déjà été énumérés. Dans la mesure où le débat devient fort technique, l'organisation d'auditions est une bonne idée. Il aurait toutefois peut-être été préférable qu'elles aient lieu avant la tenue de ce débat.

Dès lors que l'année parlementaire a commencé un mois plus tôt, nous disposons de plus de temps pour débattre de la question et prendre une sage décision.

Si nous jetons un coup d'œil au-delà de nos frontières, nous constatons que nous sommes pratiquement les seuls à voter électroniquement. De nombreux pays développés ont renoncé au vote électronique ou ne l'ont jamais adopté.

Il ne s'agit cependant pas de choisir entre progrès et archaïsme. Il s'agit d'examiner posément quel système sert le mieux la démocratie, sans que les émotions ne prennent le dessus, et de trancher ensuite pour les élections des prochaines décennies.

(Applaudissements sur les bancs du sp.a, du PS et de l'Open Vld)

M. le président.- La parole est à M. Van den Driessche.

aan bod. In dit debat is een zaak zeer belangrijk, namelijk het uitgangspunt. We willen dat de democratie zo optimaal mogelijk functioneert en dat er geen enkele twijfel bestaat over de legitimiteit van het kiessysteem. Mevrouw Désir heeft het al gezegd: eigenlijk gaat het over de vraag of mensen geloven in het kiessysteem en of we het kiessysteem met zijn allen kunnen verdedigen.

De voor- en nadelen van de verschillende opties zijn al opgesomd. Het ene systeem is goedkoper dan het andere. De foutenmarge zou willekeurig zijn bij het stemmen met potlood en papier en kan structureel zijn bij het stemmen met de computer. Het tellen via de computer verloopt sneller. Het blad voor het stemmen met potlood en papier is groter, maar ook de kostprijs van elektronisch stemmen is groter en er is een probleem met de leesbaarheid en met het manipuleren van een elektronisch kiessysteem voor een bepaalde categorie mensen die niet zo goed kan omgaan met computers. Het ene systeem vergt meer personeel dan het andere. Het is een vrij technisch debat aan het worden. Daarom is het een goed idee om hoorzittingen te organiseren. Misschien was dat beter gebeurd voordat dit debat van start ging. Het parlementaire jaar is een maand vroeger gestart. Dat gebeurt voor de eerste keer. We hebben nu iets meer tijd om alles uitvoerig te bespreken en vervolgens een wijze beslissing te nemen.

De twee volgende verkiezingen volgen zeer kort op elkaar. We mogen ons in deze discussie echter niet blind staren op het Belgische niveau. Als we buiten onze landsgrenzen kijken, moeten we vaststellen dat we zowat de enigen zijn die elektronisch stemmen. Heel wat ontwikkelde landen zijn ofwel al teruggekomen van het elektronisch stemmen ofwel hebben ze het nooit ingevoerd. Het gaat in dit debat dan ook niet over een zwart-witkeuze tussen vooruitgang en oubolligheid. We moeten op nuchtere wijze nagaan met welk systeem de democratie het meest gediend is, zonder dat emoties de bovenhand krijgen, en vervolgens definitief de knoop doorhakken voor alle komende verkiezingen in de volgende decennia.

(Applaus bij de sp.a, de PS en de Open Vld)

De voorzitter.- De heer Van den Driessche heeft het woord.

M. Johan Van den Driessche (N-VA) (*en néerlandais*).- *Je ne m'adresse pas seulement aux rares collègues qui sont présents, mais également au ministre-président et à la secrétaire d'État en charge du développement d'une smart city, qui sont absents.*

Il existe indubitablement des thèmes plus adaptés à une séance de rentrée d'assemblée que cette matière technique. Elle aurait davantage sa place en Commission des affaires intérieures et ne préoccupe pas la population.

La N-VA plaide résolument en faveur du vote électronique. Il nous paraît incompréhensible que, pour des raisons financières ou techniques, nous n'utilisions pas le vote électronique pour les élections de 2018 et de 2019. En s'y prenant à temps, il est possible de trouver une solution à ce qui pourrait poser problème, comme le démontre la Région flamande avec le système Smartmatic. Je ne peux imaginer qu'à notre époque, la capitale de l'Europe, qui veut se profiler en tant que smart city, ne parvienne pas à organiser un système de vote électronique de qualité.

Le vote papier comporte beaucoup plus de risques d'erreurs et de fraudes et entraîne davantage de votes non valables que le vote électronique. En outre, le comptage des votes électroniques requiert beaucoup moins de personnel et les résultats sont plus rapidement disponibles.

Le système Smartmatic utilisé en Flandre est une procédure transparente et contrôlable, qui offre des garanties démocratiques. Il semble inciter des pays où l'on vote à nouveau sur papier à revenir sur leur décision.

Avec Smartmatic, le vote électronique donne lieu à l'impression d'un ticket de vote, dont les données sont scannées et enregistrées dans un autre système. Le vote en lui-même est donc séparé de son enregistrement et une éventuelle erreur peut être corrigée, même après l'impression du ticket de vote.

La convivialité de ce système a été attestée lors des dernières élections. De plus, les gens pouvaient aussi s'exercer avant le vote lui-même.

L'expérience de 2012 nous a appris que nous devions prendre une décision à temps, de manière à

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Ik richt mijn betoog niet alleen tot de schaarse collega's die aanwezig zijn, maar ook tot de afwezige minister-president en de eveneens afwezige staatssecretaris die bevoegd is voor de ontwikkeling van een 'smart city'.

Er zijn ongetwijfeld meer geschikte thema's voor een openingszitting van een assemblee dan deze eerder technische aangelegenheid die beter door de commissie voor de Binnenlandse Zaken zou zijn besproken en die bovendien helemaal niet leeft onder de bevolking. Ik denk dan aan thema's zoals de veiligheidsproblematiek of de bescherming van onze waarden. Zo heeft onze zogenaamde Charlie Hebdo-motie van 8 januari 2015 nog steeds niet de agenda van de bevoegde commissie gehaald! Dit is echt een smet op het blazoen van dit parlement.

De N-VA schaart zich voluit achter het elektronisch stemmen. Het zou voor mijn fractie niet te begrijpen zijn mochten we om financiële of technische redenen geen elektronisch stemsysteem gebruiken voor de gemeenteraadsverkiezingen van 2018 en de gewestelijke en federale verkiezingen van 2019. Als er tijdig werk wordt gemaakt van de voorbereidingen van die verkiezingen, kan voor de aspecten die problemen zouden kunnen veroorzaken een goede oplossing worden uitgedokterd. Het Vlaams Gewest bewijst met het Smartmaticstelsel dat het kan. Ik kan me echt niet inbeelden dat de hoofdstad van Europa, die zich bovendien wil profileren als 'smart city', een internationale vernedering wil incasseren doordat ze er niet in zou slagen om een elektronisch stemsysteem te organiseren. We reizen wel naar Mars, maar zouden er niet eens toe in staat zijn om de technische kwaliteit van het elektronische stemsysteem te garanderen? Of moet misschien de hulp van internationale instellingen als de Raad van Europa of de Verenigde Naties ingeroepen worden? De bevoegde staatssecretaris zou daarvoor trouwens een geschikte tussenpersoon zijn.

Er is in Vlaanderen een procedure die absoluut democratische garanties biedt en volledig transparant en controleerbaar is. Een elektronisch stemsysteem is net veel betrouwbaarder dan een stemsysteem met potlood en papier. In het laatste geval is er veel meer kans op fouten en stemfraude en zijn er meer ongeldige stemmen. Bovendien zijn er voor een elektronisch stemsysteem ook veel

pouvoir tester le système et mener à bien l'organisation du vote.

Ce débat m'évoque les discussions du siècle passé sur l'opportunité de passer des véhicules hippomobiles au transport motorisé en ville. J'espère que la discussion portera sur la manière de voter électroniquement et que notre ville intelligente ne régressera pas à l'ère des diligences.

(Applaudissements sur les bancs de la N-VA)

M. le président.- La parole est à M. Handichi.

M. Youssef Handichi (PTB*PVDA-GO!).- Beaucoup de choses ont été dites mais, que ce soit

minder mensen nodig om de stemmen te tellen en zijn de resultaten sneller beschikbaar.

Bij het Smartmaticsysteem, zoals het in Vlaanderen wordt gebruikt, wordt de stem niet uitgebracht door de stemcomputer, maar door het inscannen van een briefje dat na de goedkeuring van de stem op de computer wordt geprint. Het systeem wordt met aandacht gevolgd in het buitenland en lijkt andere landen waar men weer op potlood en papier is gaan stemmen, te overtuigen om terug te komen op hun beslissing.

Een van de voordelen van het Smartmaticsysteem is dat er drie momenten zijn waarop een mogelijke fout kan worden gecorrigeerd. Na het stemmen krijg je een uitdraai waarop je stem wordt bevestigd, een soort ticket. Indien nodig krijg je nog de kans om je stem daarna te corrigeren.

Sommige oudere mensen zijn inderdaad minder vertrouwd met computers, maar bij de recentste verkiezingen werd achteraf vooral opgemerkt dat het stelsysteem zeer gebruiksvriendelijk was. Bovendien kunnen mensen vooraf ook oefenen.

Bij het Smartmaticsysteem wordt het uitbrengen van je stem op de computer volledig gescheiden van de registratie van je stem in het systeem. Je kiest dus op de computer voor wie je stemt. Nadien krijg je een soort kasticket. Dat moet je scannen en de gegevens worden geregistreerd in een ander systeem.

De ervaring van 2012 leert dat we tijdig een beslissing moeten nemen, zodat er voldoende tijd is om het systeem te testen en de organisatie in goede banen te leiden.

De hele discussie doet me denken aan de vorige eeuw, toen men discussieerde over de opportuniteit om in de stad over te schakelen van het vervoer te paard naar gemotoriseerd vervoer. Ik hoop echt dat de discussie gaat over hoe we het elektronisch stemmen aanpakken en dat onze 'smart city' geen 'paard city' wordt.

(Applaus bij de N-VA)

De voorzitter.- De heer Handichi heeft het woord.

De heer Youssef Handichi (PTB*PVDA-GO!). *(en néerlandais).*- *Het belangrijkste probleem is*

pour le vote papier ou électronique, la question principale demeure celle du manque de transparence en cas de recomptage.

Les dernières élections régionales ont révélé des pratiques tout à fait antidémocratiques et indignes de notre société. Ce sont des faits inacceptables. Premièrement, les parlementaires sont juges et parties en cas de contestation électorale. Deuxièmement, il n'existe pas de recours légal en cas de litiges électoraux.

Comment peut-on, en 2015 dans un pays tel que le nôtre, accepter une pratique à ce point féodale, qui viole toute procédure indépendante ? En effet, en cas de litige, ce sont les élus de la majorité sortante qui ont le dernier mot. Qui plus est, ils débattent lors de réunions à huis-clos, à l'abri de tout contrôle démocratique.

Selon un arrêt, le système belge, conformément à l'article 48 de la Constitution, est comparable à celui de la Roumanie en termes de droits démocratiques dans le cadre des élections.

Il comporte des violations de l'article 3 du premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme. Le PTB plaide donc pour la mise en place d'une commission de vérification indépendante, chargée de contrôler la légalité des élections. Cette Commission pourrait jouer le rôle d'un tribunal impartial, dont l'intérêt principal serait le respect du choix démocratique des citoyens.

M. le président.- Le débat est clos.

het gebrek aan transparantie in geval van hertellingen. Wat er bij de laatste gewestverkiezingen gebeurde, is onze maatschappij onwaardig. Bij betwistingen zijn de parlementsleden zelf rechter en partij en er is geen enkele beroepsmogelijkheid. Van enige democratische controle is er geen sprake.

Het Belgische systeem is in strijd met het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. De PTB pleit daarom voor een onafhankelijke commissie die de wettelijkheid van de verkiezingen controleert en erop toeziet dat de democratische keuze van de burgers gerespecteerd wordt.

De voorzitter.- Het debat is gesloten.